

Les fins d'empires : Bolivar, le « libertador » impuissant

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

JEUDI 13 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après quatorze mois de négociations

## Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique créent une zone de libre-échange

### Un autre Marché commun

L'ACCORD de libre-échange nord-américain (ALENA), une fois ratifié par les Parlements des trois Etats, devrait donner naissance à la zone de libre-échange la plus importante du monde, un marché commun de 363 millions de consommateurs. Entre ces trois puissances économiques très inégales, les barrières douanières vont être progressivement éliminées, la liberté des investissements et les droits de la propriété intellectuelle assurés.

Historique, cet accord régional n'entre pas, d'après ses signataires, en contradiction avec les règles de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT). Il inquiète pourtant sur tous les continents. Certains pays d'Amérique centrale et du Sud regrettaient de n'avoir pas été associés à l'opération. Les jeunes puissances économiques asiatiques craignent que les Etats-Unis ne délocalisent au Mexique des activités jusqu'à présent installées chez elles. Cette nouvelle construction apparaît à certains comme une réplique aux efforts d'intégration en Europe. Le Prix Nobel d'économie, l'économiste Milton Friedman, affirme d'ailleurs que parler de « libre-échange » à propos de cet accord est une usurpation. Il considère qu'il s'agit plutôt d'une opération de « commerce organisé » (« managed trade »). Ces craintes et critiques sont, pour partie au moins, injustifiées.

TOUT en favorisant une stabilisation politique au sud du Rio Grande, cet accord va en effet donner un coup de fouet aux économies de l'ensemble de la région. A la menace d'une migration des hommes du Sud vers le Nord (du Mexique vers les Etats-Unis) devrait se substituer un mouvement de capitaux du Nord vers le Sud. Les Etats-Unis s'ouvrent un nouveau marché et une nouvelle base de production à moindre coût. Bref, l'économie américaine, actuellement léthargique, devrait y trouver un nouveau moteur à sa croissance. Le monde dans son ensemble pourrait en profiter à terme.

L'accord ne vise pas, selon ses promoteurs, à la création d'une zone fermée, protégée du reste de l'univers. Les signataires peuvent conserver leurs alliances économiques antérieures et en nouer de nouvelles. Certains pays pourraient d'ailleurs assez rapidement se rapprocher de l'ALENA. La dynamique qu'a créée cet accord favorise en outre l'ouverture des économies de la région. Ce fut, d'une manière flagrante, le cas pour le Mexique, qui a d'ores et déjà été amené à libéraliser considérablement son économie.

UN marché commun, oui ; une union économique et monétaire, non, explique-t-on enfin avec force à Washington. Chaque signataire de l'alliance conserve sa souveraineté dans les domaines économique et monétaire. Compte tenu de l'inégalité entre les partenaires (le produit intérieur brut américain représente onze fois celui du Canada et vingt fois celui du Mexique), on peut cependant se permettre de douter. Ce nouveau marché commun n'a-t-il pas déjà, d'une certaine manière, sa monnaie unique, le dollar ?

MD147 - 0813 0 - 7.90 F

Les négociateurs des Etats-Unis, du Canada et du Mexique sont parvenus dans la nuit du mardi 11 au mercredi 12 août à un accord sur la création d'une zone de libre-échange. Le président George Bush l'a confirmé mercredi matin à Washington. Une fois ratifié, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA, North American Free Trade Agreement, ou NAFTA) consacrerait l'abolition des barrières douanières entre ces trois pays, qui comptent 363 millions d'habitants.

par Martine Jacot et Françoise Lazare

Qui eût cru que le Mexique, enlisé, il y a quelques années encore, dans le surendettement et l'instabilité politique, serait capable de signer, en 1992, un accord commercial avec les Etats-Unis ? L'accord conclu dans la nuit de mardi à mercredi à Washington entre les négociateurs de haut niveau des Etats-Unis, du Canada et du Mexique, doit consacrer un grand marché commercial nord-américain, le

NAFTA. Il a été obtenu « au finish », après plus d'un an de discussions, et des négociations tenues pratiquement nuit et jour à Washington depuis le 13 juillet. L'administration de M. George Bush n'avait pas caché sa volonté de parvenir à un accord avant l'ouverture de la convention républicaine, lundi 17 août. Officiellement, le Mexique, le Canada et les Etats-Unis sont donc amenés à terme à commercer sur un pied d'égalité, sans aucune barrière douanière.

Lire la suite page 14

L'octroi de la garantie financière américaine

## Relance du « partenariat » entre Washington et Jérusalem

Confirmant la reprise de relations étroites entre « deux partenaires stratégiques », M. Bush a annoncé, mardi 11 août, l'octroi de la garantie du Trésor américain à Israël pour que le nouveau gouvernement de Jérusalem puisse emprunter 10 milliards de dollars. Au terme de ses entretiens avec M. Rabin, il a aussi déclaré sa volonté de maintenir la « supériorité militaire qualitative » d'Israël sur ses voisins.

WASHINGTON  
de notre envoyé spécial

Les grandes retrouvailles américano-israéliennes ont été célébrées avec éclat, mardi 11 août, à Kennebunkport, la résidence d'été de M. George Bush qui domine l'océan Atlantique près de la frontière canadienne. Le président et M. Itzhak Rabin ont fait assaut d'amabilités devant les journalistes sur une terrasse face à la mer. Recourant à un vocabulaire qui n'était plus de mise ces derniers mois, M. Bush a décrit

la « relation spéciale » entre les deux pays comme étant celle qui existe « entre deux amis intimes qui sont aussi des partenaires stratégiques ».

Le président a annoncé qu'il avait décidé d'accorder à Israël la garantie officielle du Trésor américain pour la levée d'un emprunt de 10 milliards de dollars auprès de banques privées afin de financer l'installation de quatre cent mille immigrants juifs venus de l'ex-URSS.

DOMINIQUE DHOMBRES  
Lire la suite page 5

### Le Japon au secours de ses banques

L'état de santé préoccupant de la finance japonaise, mise à mal par la chute de la Bourse et de l'immobilier, a fini par faire réagir le gouvernement nippon. Après avoir annoncé un collectif budgétaire pour la fin du mois d'août, le ministre des finances envisage de racheter aux banques des garanties foncières. Les sommes engagées pourraient atteindre 100 milliards de francs.

Cette mesure devrait apporter un peu d'oxygène aux banques japonaises, qui ont de plus en plus de mal à faire face aux exigences internationales en matière de fonds propres, notamment le « ratio Cooke ». Cette réglementation sévère qui incite les banques du monde entier à faire preuve de prudence est au cœur d'une polémique, en France et aux Etats-Unis, où certains la considèrent comme une entrave à la reprise économique.

Lire page 13 les articles d'ERIC LESER et de PHILIPPE PONS

## Le nouveau bourbier afghan

Après avoir renversé l'ancien régime communiste, les moudjahidins sont repris par le démon des luttes de clans ancestrales

NEW-DELHI

de notre correspondant

La « seconde bataille de Kaboul » qui a explosé, lundi 10 août, et qui se poursuivait encore mercredi, n'est en fait que l'épisode le plus violent et le plus dévastateur du conflit qui a éclaté le 26 avril entre les « seigneurs de la guerre » de l'Afghanistan libérée. Dès le lendemain de la prise de contrôle de Kaboul par les frères crieurs de l'ex-résistance, ceux-ci ont aussitôt commencé à s'entre-déchirer : une coalition formée de la plupart des partis « historiques » de la guérilla avait dû immédiatement repousser l'assaut des moudjahidins de M. Gulbud-

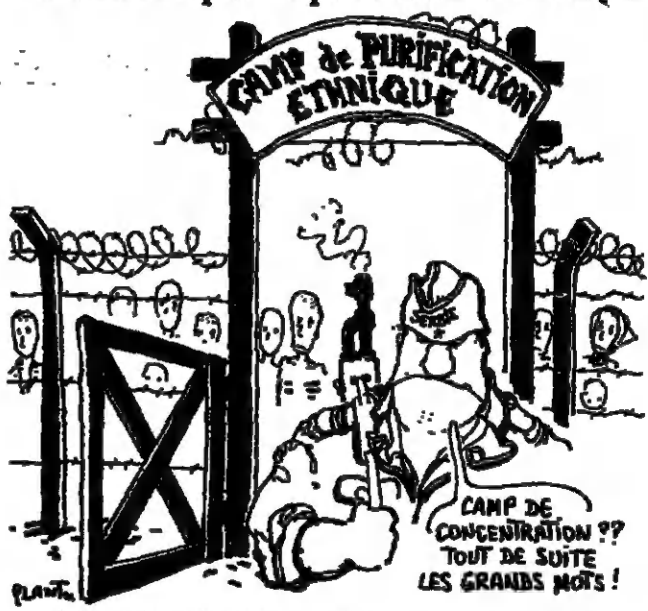
din Hekmatyar, le chef du parti fondamentaliste du Hezb-Allah, qui fut lui aussi un des responsables du djihad anticomuniste.

Ce dernier, fort de l'appui de certains militaires d'ethnie pashtoune de l'ancien régime, avait joué à fond de sa « capacité de nuisance » dans l'espoir fou de s'emparer du pouvoir. Mais, après des jours d'affrontements, plus ou moins violents, les troupes de M. Hekmatyar avaient été repoussées au sud, en direction de leurs bases de la province de Logar. La « première bataille de Kaboul » se terminait, mais ce ne devait être qu'un répit à la « yougoslavie » : de cessez-le-feu violés en trêves interrompues, la capitale afghane n'aura jamais

vraiment connu la paix. Pas de semaines sans qu'éclatent des escarmouches et, tous les quinze jours, « un gros problème », comme le dit M. Jean-Marie Lebon, attaché de presse de l'ambassade de France à Kaboul. Traduction : des batailles à l'arme lourde, d'un quartier à l'autre. Retraqués dans leurs bastions du sud, les hommes de M. Hekmatyar n'ont jamais cessé de menacer la ville, qu'ils ont bombardée à plusieurs reprises. Mais le déluge de feu qui a écorché la capitale lundi dépasse en horreur et en intensité les combats qui avaient éclaté au lendemain de la « libération » d'avril.

BRUNO PHILIP  
Lire la suite page 7

### Manceuvres diplomatiques autour de la Bosnie



A la veille de l'adoption probable de deux résolutions du Conseil de sécurité sur la protection des convois humanitaires et l'accès aux camps de détention en Bosnie-Herzégovine, Belgrade a estimé qu'une intervention militaire était « inutile » et « injustifiée ».

Lire nos informations pages 3 et 4

Le Monde EDITIONS

## LE DROIT

Guide des formations supérieures à débouchés professionnels

Collection « Vos Etudes » dirigée par Frédéric Gaussien

- Une description des métiers du droit.
- Les formations proposées en France et à l'étranger.
- L'économie du secteur, le marché de l'emploi, les salaires, l'avis des recruteurs.

Dans la même collection : La gestion, l'informatique, A paraître : La santé.

Pour la poursuite de vos études jusqu'à Bac +...x

En vente en librairie

L'ÉTÉ FESTIVAL

## Matisse en relief

Sculptures et gravures de l'artiste sont réunies à Nîmes. Une leçon d'anatomie féminine

NIMES

de notre envoyé spécial

A Londres et à Venise, l'œuvre sculpté complet de Matisse a été exposé ces dernières années. En France, par on ne sait quelle inadvertance, il n'avait pas encore été montré de la sorte, totalité rangée dans l'ordre chronologique. A Nîmes, 60 pièces sont réunies - on en a recensé 68 - et accompagnées d'eaux-fortes, lithographies et sérigraphies. Autant dire que la rétrospective ne souffre d'aucune absence cruelle.

Il y a là les premières études exécutées sous l'influence de Barye et de Rodin, les nus contemporains du fauvisme, les têtes de Jeannette, glissant du portrait conventionnel au fétiche

archaïque et terrible, les pièces de l'entre-deux-guerres d'un néo-classicisme un peu roide et les dernières, où Matisse n'est pas loin d'en revenir à Rodin et à ses anatomies étirées et ployées - moins une évolution linéaire en somme qu'une suite d'expérimentations et d'essais qui se risquent dans des directions très divergentes. Il y a là une sculpture

hétérogène et traversée de tentations opposées, tantôt toute entière livrée au plaisir de la main qui modèle et caresse ses courbes, tantôt décapée par angles et arêtes comme si Matisse taillait dans la terre au moyen d'un couteau.

PHILIPPE DAGEN  
Lire la suite et l'article de JEAN-JACQUES LERRANT page 12

ARTS ET SPECTACLES

### New-York chante et danse

Record d'affluence à Broadway : plus de sept millions de spectateurs ont fréquenté cette saison l'un des théâtres de la célèbre avenue. Un engouement dû au retour de stars sur la scène, à la reprise de valeurs sûres et à la création de comédies musicales sur des thèmes graves comme le sida.

pages 9 et 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Belgique, 25 BCB ; Espagne, 40 P ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Argentine-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; G.R., 80 p ; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L ; Pays-Bas, 2,20 F ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 1,15 FRS ; Suède, 1,80 SK ; USA (NY), 2 \$ ; USA (hors), 2,50 \$.



# LES FINES D'EMPIRES

Panama, à la fin juin 1826. Pour Bolivar, le rêve passe : le continent sud-américain, émancipé de la tutelle espagnole, ne s'unifiera pas dans la liberté. Amer, le Libertador avait déjà noté : « A mes yeux, l'état actuel de l'Amérique rappelle l'écroulement de l'Empire romain. »

Par PIERRE VAYSSIÈRE

Convoqué dans l'euphorie de la victoire sur l'Espagnol, le congrès qui devait consacrer l'unité de l'Amérique s'achevait sur un échec. Après un mois de parloterie, les délégués venaient de se séparer dans l'indifférence ou le scepticisme. Triste épilogue pour l'Amérique naissante, et déjà moribonde.

Fléau gracieux entre les deux masses du continent, Panama avait toujours fait rêver le général Bolivar : « Qu'il serait beau que l'isthme de Panama fût pour nous ce que celui de Corinthe a été pour les Grecs ! [...] Qui résistera à une Amérique unie de cœur, soumise à une seule loi et portant la torche de la liberté ? » Aujourd'hui, le beau rêve s'évanouissait. La moitié seulement des nouvelles Républiques avaient répondu favorablement à l'invitation. Même les Yankees, dont la présence aurait pu être décisive pour la construction d'une future confédération américaine, ne s'étaient pas fait représenter. Quant à l'Angleterre, il était clair qu'elle refusait de soutenir les aspirations des fragiles États à l'unification continentale.

Abattu mais lucide, Bolivar ironisait : « Le congrès de Panama me fait penser à ce Grec un peu fou qui croyait pouvoir piloter un navire à partir de la terre ferme. »

Piloter le navire Amérique ! Pris dans la tourmente des nationalismes, il faisait eau de toutes parts. Même la Grande-Colombie, création privilégiée du général, était en pleine anarchie. Les anciens caciques, qu'il avait promus généraux dans les jours glorieux, entraient ouvertement en rébellion contre lui. A Cundinamarca (l'actuelle province de Bogota), Francisco Santander, auquel il avait délégué naguère tous ses pouvoirs civils pour aller guerroyer sur les champs de bataille du continent, se conduisait désormais en souverain. Au Venezuela, le vice-président José Antonio Páez, un ancien gardien de bétail illettré, refusait de lui rendre des comptes, à lui le Libertador et le président en titre de la Grande-Colombie ! Déjà, le fantasme de la guerre civile planait sur l'Amérique.

Comment endiguer le fléau de l'anarchie ? D'aucuns souhaitaient qu'il ne se contentât point du titre, fût-il glorieux, de Libertador (ainsi aimait-il qu'on le nommât), mais qu'il fondât une dynastie à la tête de la Colombie. Quelle bêtise ! Ses adversaires l'accusaient si souvent déjà d'autoritarisme, et même de « bonapartisme » ! On dénonçait perfidement ses méthodes autoritaires et ses prétendues manières de vice-roi espagnol. La rumeur publique, qui lui parvenait indirectement, le disait prêt à signer des décrets scélérats dans les provinces où régnaient l'anarchie – c'est-à-dire partout. Avait-il jamais été fasciné par le pouvoir personnel ? Ses ennemis exhumaient des écrits vieux de dix ans, inspirés par la rancœur de la défaite et la fébrilité de l'exil : « La forme démocratique a révélé son inefficacité dans nos États au seuil de l'enfance. Nulle forme de gouvernement n'est aussi délicate que la démocratie. Peut-on concevoir qu'un peuple à peine libéré de ses chaînes puisse faire l'expérience de sa liberté sans qu'à la façon d'Icare il ne se brûle les ailes et retombe à l'abîme ? »

Oui, il avait bien écrit cela, mais dans des circonstances si différentes, et en prenant bien soin de condamner le despotisme. Certes, il n'avait pas rejeté les honneurs que le Congrès péruvien lui avait rendus en le proclamant Père et Libertador du Pérou. Il n'était pas resté insensible à la gloire militaire, à la mise en scène des arcs de triomphe et des statues drapées à l'antique. Aujourd'hui, lassé de la vénération publique, il n'était plus dupe de la dépendance mutuelle du maître et de ses sujets : « Ayons une compassion réciproque pour le peuple qui subit le pouvoir et pour l'homme qui l'exerce dans la solitude. » Et il le répétait avec force : « Je ne suis pas Napoléon, et je ne veux pas l'être. » Mais le Libertador savait-il que l'insouciance ignore la négation ?

Depuis son retour d'exil de la Jamaïque, onze ans avaient déjà passé, autant dire tout un siècle. Qu'il semblait pompeux, aujourd'hui, ce réquisitoire : « La haine que l'Espagne nous a inspirée est plus grande que la mer qui nous sépare. » Qu'il semblait irréel, le serment prononcé sur l'Aventin, à Rome, alors qu'il ne savait rien de la politique : « Je jure sur la parole que je ne laisserai ni répit à mon bras ni repos à mon âme tant que je n'aurai pas brisé les chaînes qui nous oppriment par la volonté du pouvoir espagnol. » Ces phrases paraissaient aujourd'hui trop théâtrales, comme l'avait été sa vie publique et privée, marquée par le destin. Et sans le veuvage qui l'avait frappé à l'âge de vingt ans, qui pouvait prétendre qu'il se fût

## 21. – Bolivar, le « libertador » impuissant



Portrait de Simon Bolivar par Michelena (1859).

jamais lancé dans la politique et la guerre, lui qui avait reçu dès le berceau tous les dons de la providence : le prestige et la puissance d'une vieille famille aristocratique de souche basque, la fougue de l'esprit créole, qui brillait sans effort face à la raideur castillane, l'éducation cosmopolite donnée par un précepteur adepte de Jean-Jacques Rousseau ?

Jusqu'à maintenant, toute sa vie d'homme avait été tendue vers un projet unique : briser les chaînes du pouvoir espagnol. Cet idéal, il l'avait recueilli pour une part de Francisco Miranda, son aîné de trente ans, déjà jeté aux oubliettes de l'Histoire. Miranda l'incompris, l'éphémère général de la Révolution française dont Bonaparte avait dit un jour qu'il ressemblait à don Quichotte, mais « avec cette différence que celui-ci n'est pas fou ». Amer, le Libertador se demandait parfois si l'on pouvait lancer un quelconque défi à l'Histoire sans le recours de la folie. Miranda était arrivé trop tôt dans un monde colonial encore figé, et l'expédition rocambolesque qu'il

avait organisée en 1806 pour libérer le Venezuela du joug espagnol s'était apparentée à un suicide. Il y avait englouti toute sa fortune et perdu ses dernières illusions.

Mais le vieil homme ne manquait pas de force d'âme. En 1810, passé la soixantaine, Miranda n'avait pas refusé le commandement des patriotes vénézuéliens après qu'une junte révolutionnaire se fut proclamée à Caracas. La seule tare qui ternissait son image de Commandeur restait cette reddition humiliante qu'il avait signée en 1813. Acte inqualifiable qui avait mis fin à la première République hispani-

que d'Amérique du Sud, qui avait valu au Précurseur d'être livré aux Espagnols et de finir ses jours dans une geôle de Cadix. Le Libertador ne pouvait facilement évacuer de sa mémoire cet épisode douloureux, auquel il avait pris part avec d'autres officiers patriotes.

Durant ces années confuses, la guerre civile avait déchiré presque tous les pays de l'Amérique du Sud et, en premier lieu, le Venezuela, où lui-même avait décliné la lutte à mort contre les péinsulaires. Puis, à partir de 1814, la révolte s'était partout éteinte : de Buenos-Aires à Mexico, de Lima à Caracas, face à une reconquête espagnole brutale, impitoyable, ordonnée depuis Madrid par Ferdinand VII, le Bourbon légitime. Au Chili, pour restaurer l'ordre colonial, l'Espagnol n'avait pas lésiné sur les moyens : emprunts forcés, arrestations, exécutions sommaires, exils vers le bagne de l'archipel Juan-Fernandez.

La reconquête n'avait pas été moins cruelle dans la vice-royauté de Nouvelle-Grenade (l'actuelle Colombie) : ici l'exécuteur des basses œuvres s'appelait don Pablo Morillo. On le disait cruel, fourbe, inculte, et il l'avait bien prouvé lors du siège meurtrier de Carthagène-des-Indes, la Nouvelle Carthage de la mer Caraïbe.

Oui, la résistance et la pugnacité de l'adversaire ne pouvaient être oubliées ; elles valorisaient d'autant le courage des patriotes. Durant toutes ces années, le drapeau espagnol avait été trop souvent hissé et ramené sur les édifices publics, et le nom de Ferdinand VII plus d'une fois acclamé par les indécis. Non, l'Espagne n'avait pas lâché prise facilement, car ses intérêts, publics ou privés, étaient immenses. Sans les guerres napoléoniennes, qui peut dire si l'Empire espagnol ne serait pas encore debout ? Sans Trafalgar ni Waterloo, qui sait si les batailles décisives de Maipo ou d'Ayacucho eussent été possibles ? Erreur politique

d'un roi qui n'avait rien appris et rien oublié : la terreur aveugle n'avait eu pour tout effet que de renforcer le sentiment patriotique auprès de la grande majorité des créoles.

A partir de 1817, les guerres civiles s'étaient muées en d'authentiques guerres de décolonisation, dont lui, Bolivar, était devenu le maître d'œuvre. Certes, il n'avait pas la prétention d'être le seul « libertador ». L'Amérique méridionale, déchirée et ensanglantée par les factions, reconnaissait aussi sa dette au général José de San Martín, cet officier austère, mi-espagnol, mi-créole, qui avait libéré le Rio de la Plata et le Chili, secondé par un autre caudillo, non moins austère, Bernardo O'Higgins, bâtard d'un ancien viceroy du Pérou. La traversée de la cordillère andine par l'armée des patriotes argentins et chiliens restait encore dans toutes les mémoires comme un exploit à la fois militaire et humain. Mais il avait fallu bien d'autres promesses pour libérer le reste de l'Amérique méridionale, particulièrement le Pérou, dont la capitale était restée longtemps l'enjeu de toutes les batailles et de toutes les trahisons.

Durant ces années incertaines, le Libertador n'avait pas hésité à sacrifier sa sérénité – et quelques-uns de ses préjugés – pour écraser l'adversaire dans sa propre patrie, le Venezuela. Sans la pression amicale de Pétion, le président de Haïti, qui lui avait conseillé de libérer les esclaves, aurait-il pu convertir à la cause patriotique les mulâtres de la côte, jusqu'alors viscéralement pro-Espagnols ? Mais cette mesure radicale l'avait forcément rendu impopulaire auprès des grands propriétaires, ses pairs de l'aristocratie de Caracas.

Le Libertador n'ignorait pas que la plupart de ses exploits guerriers étaient déjà entrés dans la légende de l'Amérique : la remontée éclair du fleuve Orénoque, la traversée des Andes dans des conditions climatiques éprouvantes, pour surgir là où l'Espagnol ne l'attendait pas, la libération définitive de Bogota. Lucide, Bolivar n'oubliait pas cependant que toutes ses campagnes n'auraient pu suffire sans la révolution libérale de Cadix, qui, dès 1820, avait amoéli l'ardeur de la résistance espagnole et lui avait ouvert la route de Caracas. La fin de l'histoire resterait définitivement figée dans sa mémoire. A peine la Colombie libérée, les Andes du Sud l'avaient appelé à la rescousse. A Guayaquil, en juillet 1822, il n'avait guère eu de mal à obtenir l'effacement de San Martín, son concurrent probable dans la libération du Pérou. Il fallait au moins reconnaître à l'Argentin le mérite d'avoir évité un affrontement au sommet, suicidaire pour la cause américaine.

Lucide encore, le Libertador n'oubliait pas non plus que la victoire finale eût été hasardeuse sans les talents du général Sucre, fidèle d'entre les fidèles. En 1824, au cours de deux batailles décisives, Pichincha, sur les hauteurs de Quito, et Ayacucho, au cœur du Pérou andin, Sucre était venu à bout du gros de l'armée espagnole. Ayacucho, surtout, si bien nommée en quéchuas « le coin des morts », apparaissait comme le couronnement de quinze ans de luttes et comme le symbole guerrier de la solidarité continentale.

En ce jour glorieux du 9 décembre 1824, la déroute des royalistes avait été totale : le dernier vice-roi du Pérou n'avait pas été fait prisonnier au milieu de quatre cents officiers et de deux mille soldats espagnols ? En fin de compte, ces guerres civiles s'étaient révélées ruineuses pour l'Amérique. Les réquisitions de toutes sortes, les enrôlements forcés, le brigandage généralisé, avaient appauvri l'agriculture et le commerce. La liberté des Américains valait-elle bien ce prix ? Le Libertador voulait encore le croire. Ne venait-il pas de signer le décret de Trujillo, qui prévoyait, à son article 4, la suppression du statut avilissant des Indiens, ces « fils du soleil » brisés par la colonisation ? Quant aux mulâtres (pardos) et aux Noirs, si nombreux en Grande-Colombie, ils avaient montré au cours de ces luttes tant d'habileté et d'enthousiasme qu'on pouvait même craindre à l'avenir qu'ils ne prennent la place de leurs anciens maîtres.

Mais le risque principal demeurait, encore et toujours, l'anarchie. Le Libertador l'avait écrit l'année précédente au premier président de l'Equateur : « L'Amérique est ingouvernable. » Qui, décidément, la lettre de la Jamaïque restait toujours d'actualité : « A mes yeux, l'état actuel de l'Amérique rappelle l'écroulement de l'Empire romain, lorsque, après son démantèlement, chaque pays créa un système politique conforme à ses intérêts et à sa situation, ou bien se soumit à l'ambition particulière de quelques chefs, familles ou corporations. Nous autres, nous ne sommes ni indiens ni européens, mais une espèce intermédiaire entre les légitimes propriétaires du pays et les usurpateurs espagnols. »

Le Libertador n'aurait pu imaginer la suite de l'Histoire : qu'un certain jour de 1983 le roi Juan Carlos viendrait se recueillir sur sa tombe pour sceller les retrouvailles de l'Espagne et de l'Amérique au sein de la Hispanidad.

### POUR EN SAVOIR PLUS

- *La Vie quotidienne en Amérique du Sud au temps de Bolivar (1809-1830)*, de Marie-Danielle Déméas et Yves Saint-Geours, Hachette, 1987.
- *Les Libertadors*, de Jean Descola, Fayard, 1964.
- *Le Déclin de l'empire espagnol d'Amérique*, de Salvador de Madariaga, Albin Michel, 1958.
- *Cahiers des Amériques latines*, « Bolivar et son temps », 1984.
- *Les Révolutions d'Amérique latine*, de Pierre Vayssières, Le Seuil, collection « Points-Histoire », 1991.



## Avant le vote des résolutions des Nations unies sur la Bosnie-Herzégovine

De nouvelles consultations diplomatiques ont retardé l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant le recours à la force militaire pour assurer la protection des convois humanitaires en Bosnie-Herzégovine. Le vote, prévu d'abord mercredi, ne devait finalement avoir lieu que jeudi 13 août. Le texte a été présenté par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Belgique, mais plusieurs délégations, en attente d'instructions de leurs capitales, ont demandé un nouveau délai de réflexion.

L'Équateur a fait valoir le changement de gouvernement à Quito pour remettre la décision. Les représentants de l'Inde et du Zimbabwe ont également souhaité un temps de réflexion. L'Autriche et

les pays de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) auraient demandé des amendements, nous indique notre correspondante aux Nations unies, Afsané Bassir Pour. Vienna insistait pour que la résolution condamne la politique de « purification ethnique ». Et l'OCI souhaiterait que, dans le préambule, l'ONU réaffirme son attachement à l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine.

Le projet de résolution demande aux États membres de l'ONU de prendre, à titre national ou à travers des instances régionales, « toutes les mesures nécessaires pour faciliter, en coordination avec les Nations unies », l'acheminement de l'aide humanitaire « partout où elle est nécessaire en

Bosnie », y compris dans les camps de détention. L'opération envisagée par le projet se fera hors de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), actuellement à Sarajevo. Un deuxième projet de résolution également à l'étude demande l'accès immédiat et sans entraves des organisations humanitaires internationales aux camps de détention.

La décision de protéger militairement les convois humanitaires a été critiquée aussi bien par Sarajevo que par Belgrade. Les Bosniaques ont estimé que la présence massive de militaires étrangers dans leur République réduira leurs possibilités de reconquérir les territoires contrôlés par les Serbes. Mais le président bosniaque, M. Alija

Izetbegovic, a espéré que cette résolution « était un premier pas, une sorte de tactique, étape par étape ».

A Belgrade, les autorités ont craint que l'opération de protection ne se transforme en véritable intervention militaire, soulignant les risques d'escalade.

Le gouvernement yougoslave a estimé, dans un communiqué, qu'« aucune raison ne dicte le recours à une action militaire sous quelque prétexte que ce soit ». Sur le terrain, les Serbes de Bosnie ont fait donner des signes de bonne volonté, mais les combats et les opérations de transfert « volontaire » de population se sont poursuivies. — (AFP, Reuters, AP.)

## La commission des droits de l'homme de l'ONU va condamner la « purification ethnique »

A la veille de la session extraordinaire de la commission des droits de l'homme de l'ONU, les 13 et 14 août à Genève, la guerre dans l'ex-Yougoslavie a été évoquée à la sous-commission.

GENÈVE

de notre correspondante

L'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies à Genève, M. Morris Abram, intervenant en qualité d'observateur à la sous-commission et rappelant que ses membres sont des experts indépendants de leur gouvernement, a exhorté, mardi 11 août, ses collègues à « contrebalancer les autres organes de l'ONU formés de délégations gouvernementales (...) qui trop souvent adoptent des positions partiales et politiques ».

Évoquant en particulier « les atrocités en ex-Yougoslavie », notamment « l'exil de groupes entiers de population pour la seule raison de leur origine ethnique, les camps d'internement, les exécutions d'enfants... », il a souligné que l'on peut aujourd'hui s'appuyer sur des normes internationales inexistantes à l'époque du procès de Nuremberg — où il fut délégué par l'administration américaine — et il s'est demandé : « Pourquoi hésitons-nous à présent à agir avec efficacité contre ceux qui violent (...) l'ordre inter-

national ? » Sans aller toutefois jusqu'à prôner une intervention militaire contre la Serbie, qu'il n'a d'ailleurs pas nommée dans son allocution, l'ambassadeur américain a souhaité que les coupables soient « nommément désignés » et jugés par des « tribunaux nationaux ou des cours maritimes », voire par « un tribunal international » qu'il resterait à instituer.

### Discriminations au Kosovo

M. Flaka Surroi, se prononçant au nom de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) sur le même point de l'ordre du jour, a déclaré que la convention internationale de 1973 condamnant l'apartheid ne devait pas s'appliquer exclusivement à l'Afrique du Sud mais aussi au Kosovo.

Selon cet organisme « la discrimination, la ségrégation et l'apartheid y sont ouvertement pratiqués et il n'y a eu de doute que la situation soit le résultat d'une politique planifiée et mise en œuvre sur la base d'une attitude nationaliste agressive avec l'objectif ultime de créer des zones « ethniquement pures ».

Après avoir énuméré les exactions et les injustices sociales dont les Albanais du Kosovo sont victimes, la représentante de la FIDH a affirmé que « la torture et les assassinats sont devenus

partie intégrante de la vie quotidienne ».

Usant de son droit de réponse, M. Miroslav Milosevic, observateur serbe, a réfuté en bloc toutes les accusations étayées d'exemples de la FIDH et a jugé « ces allégations mensongères et malhonnêtes ». Après quoi, il a dépeint longuement la situation au Kosovo comme étant un exemple de respect des droits de l'homme, les seules violations étant le fait de citoyens d'origine albanaise.

La commission des droits de l'homme, qui se réunit les 13 et 14 août, devrait s'achever sur l'adoption d'une résolution dénonçant les graves atteintes aux droits les plus élémentaires dont sont victimes les populations dans les zones actuelles de conflit. Le projet de texte qui circule parmi les missions diplomatiques à Genève et qui a toutes les chances d'être approuvé, « condamne absolument » la notion de « purification ethnique » ainsi bien que sa mise en application et « en appelle à toutes les parties » — mais sans en citer aucune — « pour qu'elles mettent fin immédiatement ces violations ». Un « rapporteur spécial » nommé par le président de la commission, M. Pal Solt (Hongrie), sera chargé d'enquêter sur place.

ISABELLE VICHNIAC

## Une intervention occidentale serait « inutile » et « injustifiée » selon Belgrade

A la veille de l'adoption de la résolution des Nations unies, Belgrade et les Serbes de Bosnie ont visiblement tenu, mardi 11 août, par de « nouveaux gestes », de faire baisser la pression. Les autorités serbes de Bosnie ont, notamment, signé un accord sur l'évacuation des femmes et des enfants de Sarajevo, permis le passage de convois humanitaires et se sont « engagés », comme les responsables de la nouvelle Yougoslavie, à coopérer avec le Conseil de sécurité de l'ONU, tout en menaçant « d'une escalade » en cas d'intervention occidentale, « inutile » et « injustifiée », selon Belgrade.

Cependant, alors que les combats se poursuivaient, à Zagreb un représentant du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) a fait état de la poursuite des opérations de « purification ethnique » en Bosnie, présentant comme des gestes « humanitaires ». Les autorités serbes de Bosnie ont remis lundi une liste de plus de 5 000 familles ayant « volontairement » exprimé le « désir » de partir de Bosnie pour la Croatie, a déclaré le porte-parole du HCR, M. Peter Kessler. « Cette liste n'est rien d'autre qu'une purification ethnique. En fait, c'est un chantage à l'ONU », a-t-il estimé. Ces quelques 25 000 personnes de la région — en nord-ouest de la Bosnie — de Bihac, ville à majorité musulmane assiégée par les Serbes, ont reçu « un ultimatum ». Elles se sont vu contraintes de signer des documents par lesquels elles abandonnent tout droit sur leurs propriétés, a précisé un autre responsable du HCR à Zagreb, M. Lars

Nielsen. Le HCR a également annoncé que les convois d'aide humanitaire recommenceraient peu à peu à parvenir aux populations de Bosnie. Ainsi le premier convoi, quittant « depuis longtemps » est arrivé à Bihac en franchissant les lignes serbes. Selon le porte-parole du Haut-Commissariat à Genève, l'ouverture des barrières est notamment due aux pressions internationales et à la menace de l'usage de la force.

D'autre part, les forces serbes ont accordé, lundi, l'évacuation de Sarajevo des femmes et des enfants qui souhaitent quitter la capitale bosniaque assiégée. Un accord a été signé entre les autorités serbes de Bosnie, les responsables bosniaques et l'association humanitaire « Ambassade des enfants » chargée de l'évacuation, en présence d'un délégué de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU). Un premier convoi « dont la sécurité ne peut être garantie à 100 % », comptant environ 200 femmes et enfants devait quitter, mercredi 12 août, Sarajevo.

Peu avant le début de cette opération, de violents pilonnages d'artillerie sur la capitale bosniaque ont fait, dans la nuit de mardi 11 à mercredi 12 août, deux morts et quinze blessés. Par ailleurs, selon des sources croates, les forces serbes basées dans le nord de la Bosnie ont poursuivi, mardi, pour la troisième journée consécutive, leurs bombardements sur la ville croate de Slavonki Brod.

Sur la question des camps, les Serbes ont aussi fait des déclarations montrant leur « bonne volonté ». Le

président de la « nouvelle » Yougoslavie, (réduite à la Serbie et au Monténégro), M. Dobrica Cosic a proposé, mardi, que le lauréat du prix Nobel de la paix, Elie Wiesel, soit nommé à la tête d'une commission d'enquête de l'ONU sur l'existence de « camps de concentration » serbes en Bosnie-Herzégovine. M. Wiesel s'est déclaré d'accord à condition « de pouvoir aller partout, voir tout le monde ».

De retour d'une visite en Serbie et en Bosnie-Herzégovine, le président de la commission des affaires étrangères du Parlement russe, M. Evgueni Ambaroumov, a qualifié, mardi, de « désinformations » les « rumeurs » sur l'existence de « camps de concentration » serbes. Il a en outre jugé « vaine et même dangereuse » une intervention militaire. Par sa part, le leader du Parti libéral-démocrate britannique, M. Paddy Ashdown — qui, en deux jours, n'a pu visiter que deux camps — a estimé mardi que les conditions « viles et misérables » de détention dans les camps étaient « manifestement améliorées ». Il a souhaité que la Croix-Rouge puisse intervenir le plus vite possible. Estimant que les camps faisaient partie de la guerre, que les prisonniers y étaient à l'abri des combats, M. Ashdown a déclaré, mardi, à Washington, que s'il y avait eu des tortures, celles-ci étaient pratiquées par des forces « irrégulières » sur des prisonniers détenus dans des « secrets militaires ». — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

## Les rencontres diplomatiques se multiplient

Les diplomates européens et occidentaux déploient une grande activité, multipliant dans les jours qui viennent les rencontres sur la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

Dès la fin de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, prévue jeudi 12 août, le comité des hauts fonctionnaires de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, la CSCE, se réunit jeudi et vendredi à Prague. Cette réunion, consacrée à l'examen d'une action urgente pour l'établissement de l'aide humanitaire en Bosnie, était prévue pour la fin de la semaine prochaine mais a été avancée à la demande des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Vendredi, c'est Bruxelles qui sera le centre de l'activité diplomatique : les seize ambassadeurs de l'OTAN doivent s'y réunir pour étudier les premiers plans d'intervention diplomatique par les stratégies militaires de l'Alliance atlantique. Selon un diplomate à l'OTAN, les alliés comptent « progresser pas à pas au cours des prochaines semaines » jusqu'à la conférence internationale sur la Yougoslavie, prévue du 26 au 28 août à Londres, en espérant que leurs préparatifs « auront de l'effet ».

### Entre 100 000 et 400 000 hommes

Parallèlement, une session plénière de la conférence de paix de la CEE sur la Yougoslavie, destinée à préparer la conférence internationale chargée des 26-28 août à Londres, se tiendra également à Bruxelles du 14 au 16 août. Lord Carrington, le médiateur européen, a confirmé avoir invité les présidents des six Républiques de l'ex-Yougoslavie à participer à cette session plénière. En même temps, débutera vendredi la prochaine round de négociations sur l'avenir constitutionnel de la Bosnie-Herzégovine, réunissant les trois parties en conflit (serbe, croate et musulmane) ; ces discussions, suspendues le 29 juillet à Londres, seront présidées comme les précédentes par le diplomate portugais José Cuiheiro, a précisé lord Carrington. Elles doivent durer jusqu'à dimanche.

Sur le plan militaire, le général Lewis McKenzie, qui a commandé pendant cinq mois les forces de l'ONU à Sarajevo, a estimé, mardi, devant la commission des forces armées du Sénat américain, qu'une escorte militaire des convois d'aide humanitaire à destination de la capitale bosniaque serait un premier pas vers un entente dans la guerre civile. « Il n'est pas possible qu'une intervention aboutisse à autre chose qu'à une escalade des combats et à plus de morts », a-t-il déclaré. Il n'y a pas de solution militaire en Bosnie. Pour sa part, le général Barry McCaffrey, adjoint au chef de l'état-major inter-armées de l'armée américaine, a estimé qu'il faudrait aux Nations unies 400 000 hommes et une année pour venir à bout de la violence dans l'ex-Yougoslavie, sans pour autant avoir la garantie que le conflit ne recommencerait pas dès le départ des soldats étrangers. Les experts de l'OTAN, eux, tablent sur un minimum de 100 000 hommes en fonction des scénarios possibles et des risques d'escalade. — (AFP, Reuters, AP.)

Les Pays-Bas prêts à accueillir 2 000 réfugiés. — Le secrétaire d'État néerlandais à la justice, M. Aad Kosto, a annoncé, lundi 10 août, que les Pays-Bas étaient prêts à accueillir rapidement « une paire de milliers » de réfugiés bosniaques. Des femmes, des enfants, des invalides et des vieillards formeront l'essentiel de ce contingent. Ils n'auront pas le statut de « réfugiés » mais celui d'« expatriés » provisoires accueillis pour des raisons humanitaires. Ils seront logés dans des casernes ainsi que dans plusieurs municipalités qui ont fait des offres spontanées d'hébergement. La décision des autorités néerlandaises devait être officialisée, mercredi 12 août, après l'aval des députés, qui parvenaient à acquiescer. Depuis le début de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, dix mille personnes environ ont cherché refuge aux Pays-Bas. Un grand nombre d'entre elles se sont rendues ensuite en Allemagne. — (Corresp.)

## M. Eltsine augmente les salaires des juges du Tribunal constitutionnel

MOSCOU

de notre correspondant

M. Boris Eltsine a discrètement augmenté, fin juillet, les traitements des membres du Tribunal constitutionnel chargé de se prononcer sur la légalité de la décision par laquelle le président de Russie avait interdit l'an dernier les activités du Parti communiste.

Un décret, en date du 31 juillet, place en effet les trois juges du Tribunal constitutionnel et des juges du Tribunal suprême et leur attribue par la même occasion une augmentation

de traitement de 30 %. Le paragraphe mentionnant cette augmentation est accompagné de la mention « ne pas publier ». L'hebdomadaire des Nouvelles de Moscou, qui reproduit dans sa dernière édition un fac-similé du décret, fait état de l'opinion de l'un des membres du tribunal, M. Tamara Morochinskova, selon laquelle ce décret est « moralement contestable, même s'il n'est pas à proprement parler contraire à la loi. En effet, explique le juge, la loi portant création du Tribunal constitutionnel ne précise pas qui doit déterminer le niveau de classification de

ses membres et donc leurs émoluments, et le décret du président Eltsine « remplit donc ce vide juridique ».

Pour leur part, les Nouvelles de Moscou considèrent que la légalité de ce décret est douteuse, la fixation des traitements de l'ensemble des juges de la Fédération de Russie relevant du Parlement. Le tribunal constitutionnel avait été saisi au printemps d'une plainte de représentants de l'ex-Parti communiste qui contestaient la légalité du décret par lequel, aussitôt après l'échec du putsch d'août dernier, M. Eltsine avait « suspendu les activités » du PCUS, déci-

sion qui avait été suivie par une interdiction permanente et une saisie des biens de l'ancien parti unique. Les représentants du pouvoir actuel avaient alors contre cette démarche en entendant, devant le même Tribunal constitutionnel, une action visant à démontrer que le PC avait lui-même eu un comportement anticonstitutionnel. Le tribunal, qui a réuni les deux affaires, a suspendu ses auditions, le 3 août dernier, et devrait les reprendre au mois de septembre.

JAN KRAUZE

## Il y a quarante ans, les intellectuels juifs face à la répression stalinienne

Il y a quarante ans, Staline faisait exécuter des intellectuels juifs en les accusant de vouloir créer une « République bourgeoise » en Crimée.

Le 12 août 1952, plusieurs intellectuels juifs, parmi lesquels Salomon Lozovsky, Porets Markish, David Bergelson, Zoussin et Itzli Fefer, étaient fusillés sur l'ordre de Staline à la suite d'un procès fabriqué de toutes pièces. De tous les accusés, il n'y eut qu'une personne qui eut la vie sauve, Lina Stern, la seule femme membre de l'Académie de médecine soviétique. Staline l'avait graciée parce qu'elle avait conservé son passeport américain, mais sa peine fut commuée en trois ans de déportation.

Après l'accomplissement de sa peine, elle fut renvoyée en liberté et revint s'établir dans sa datcha près de Moscou. C'est là que le Dr Haim Chacikine, un journaliste, lui rendit visite. Lina Stern était douée d'une mémoire phénoménale, elle était restée gravée les moindres détails du déroulement du « procès » contre les écrivains juifs. Elle rendit compte de tout au Dr Chacikine, qui la transcrivit dans son journal de voyage. De passage à Paris, il me montra ses

notes... Devant le tribunal militaire, les débats se déroulaient à huis clos. Même les familles des accusés n'eurent pas accès à la salle d'audience. L'acte d'accusation comportait les points suivants :

- 1) espionnage au profit d'États étrangers ;
- 2) maintien de liaisons avec la bourgeoisie internationale ;
- 3) propagande contre le régime soviétique et activité nationaliste ;
- 4) activité d'organisation publique interdite.

Il y a une certaine ironie dans le fait que le conflit actuel qui oppose la Russie et l'Ukraine à propos de la Crimée coïncide avec le quarantième anniversaire de la mort des écrivains juifs. Personne n'a eu l'idée de lier ce conflit au meurtre des écrivains juifs. Mais, pour nous, ce tragique souvenir se pose tout différemment, car dans leur « acte d'accusation » mensonger porté contre les écrivains juifs les criminels staliniens avaient inséré un paragraphe selon lequel le Comité antifasciste juif regroupait les principaux intellectuels juifs soviétiques de l'époque, se serait appuyé, après la fin de la seconde guerre mondiale, à coloniser le territoire de la Crimée pour y fonder une « République juive bourgeoise nationaliste » qui

ferait sécession d'avec l'Union soviétique. Les écrivains yiddish incriminés furent traduits devant la Haute Cour militaire de justice, où se tint une parodie de procès. La condamnation à mort des accusés fut décidée avant même que le procès n'ait commencé.

Chacun des chefs d'accusation pouvait entraîner la mort. Le président du tribunal explique que lors de leur voyage en Amérique Mikhoels et Fefer avaient noué des contacts avec la réaction sioniste. En même temps, ils étaient entrés en relation avec l'espionnage américain. Le Comité juif antifasciste s'était lui-même transformé en officine d'espionnage. Les accusés avaient envoyé à l'étranger des informations accusant le gouvernement soviétique et le parti d'activités antisémites.

L'accusation soulignait l'un de leurs crimes principaux : le désir supposé du Comité antifasciste juif de faire coloniser après la fin de la guerre la Crimée par les juifs, afin de la détacher de l'URSS par un soulèvement armé et d'y créer une République juive bourgeoise nationaliste. La réaction internationale juéo-américaine devait aider à provoquer un tel soulèvement... Il s'agit d'une des mystifications les plus tragiques de

cette époque. Il y a lieu d'y ajouter un élément révélateur rendu public par le poète juif Abraham Soutskever en 1957 à Paris. Le 10 juillet 1944, Molotov, alors ministre des affaires étrangères, reçut une délégation juive composée des dirigeants du Comité antifasciste juif, Mikhoels, Lozovsky, Yonzelevitch, Fefer, Bergelson et Ilya Ehrenbourg.

Ehrenbourg a raconté à Soutskever, avec lequel il avait des relations amicales, que Molotov avait demandé à la délégation juive des suggestions sur les propositions que le gouvernement soviétique pourrait faire pour la solution de la question juive lors de la Conférence de la paix. « Je vous prie de soumettre un mémorandum détaillé sur le projet de colonisation juive en Crimée », leur déclara Molotov. L'initiative de rédiger un mémorandum sur le « projet de Crimée » venait donc en fait du gouvernement soviétique lui-même. Cela devint l'élément principal de l'accusation contre les intellectuels juifs.

LÉON LENEMAN,  
président de l'Association  
des écrivains et journalistes juifs  
de France



# EUROPE

A l'exception des communistes

## Les partis politiques français jugent insuffisante une action humanitaire en Bosnie-Herzégovine

La commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale se réunira mardi 18 août pour entendre les explications de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, sur la politique du gouvernement français dans la crise yougoslave. M. Charles Millon, président du groupe UDF, avait écrit le 10 août à M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, pour demander cette réunion. M. André Bellon, président (PS) de la commission, a précisé que plusieurs députés, appartenant à tous les groupes, avaient présenté la même requête.

La position française, limitée officiellement à un engagement humanitaire appuyé sur des moyens militaires, est jugée insuffisante par les

porte-parole de la plupart des groupes politiques. M. Millon affirme dans *Libération* que « même si une intervention militaire est une opération risquée, les enjeux éthiques et historiques nous obligent à courir ces risques ».

M. Philippe de Villiers, animateur du mouvement Combat pour les valeurs, estime dans *le Figaro* que la France devrait « armer les Croates et les Bosniaques » et procéder à « des frappes d'intimidation ». M. Yves Galland, président du Parti radical, invite le Conseil européen à se réunir pour « prendre l'initiative d'une intervention militaire en donnant aux Serbes soixante-douze heures pour se mettre en conformité avec le droit international ». M. Laurent Fabius, premier secrétaire

du PS, demande « que l'Europe intervienne pour arrêter les massacres ».

En revanche, M<sup>me</sup> Simone Veil, députée européenne, s'est déclarée « dans l'incapacité de [se] prononcer » sur une éventuelle action militaire, soulignant que l'émigration des populations rend « très difficile de mener un véritable combat ».

Quant à M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, qui a rencontré à New-York M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, il a rappelé l'opposition de son parti à toute intervention militaire (lire page 18 l'article de notre correspondant à New-York, Serge Marti). L'Humanité titre à la une : « Refuser le choix des armes ». Commentant les propositions de M<sup>me</sup> Jacques

Chirac et Laurent Fabius en faveur d'une action militaire, l'organe central du PCF affirme que « leurs ambitions politiques les poussent à l'irresponsabilité ».

Enfin, M. Jack Lang, ministre de l'éducation et de la culture, a annoncé, sur Europe 1, que la France prendrait, au cours des prochaines heures ou des prochains jours, « des initiatives qui permettront notamment d'assurer une vigilance beaucoup plus forte » sur les camps de détention serbes. Soulignant qu'une action militaire « ne peut pas s'improviser » et doit être « précise, ciblée, entourée de précautions », il a ajouté : « Notre volonté d'action humanitaire est sans faille ».

## M. Fabius demande que « l'Europe intervienne pour arrêter les massacres »

Voici le texte de la déclaration faite par M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, mardi 11 août, au siège de son parti :

« Ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie au vu et au su de la communauté mondiale est une honte pour l'humanité. Depuis des mois, à quelques centaines de kilomètres de Paris, des peuples se massacrent. Depuis quelques jours, nous savons que les Serbes ont organisé des camps de concentration pour obtenir la « purification ethnique » dont se réclament déjà les nazis.

Certaines initiatives courageuses ont eu lieu ou vont avoir lieu pour réagir, en particulier venant du gouvernement français. Elles sont utiles. Les démarches humanitaires sont indispensables, mais elles ne suffisent pas. Il faut empêcher les Serbes de continuer le massacre. Et c'est à l'Europe de le faire. Oui, l'Europe. L'ex-Yougoslavie fait partie de notre continent. Elle est aux portes de la Communauté. C'est dans la Com-

munauté que cherchent refuge les émigrés. Sargjevo est à moins de deux heures d'avion de Maastricht. Il est impossible de vouloir d'un côté construire l'Union européenne et, de l'autre côté, de ne rien faire ou de se tourner vers l'Amérique à chaque fois que des décisions difficiles doivent être prises.

Comment agir ? On nous explique qu'on n'arrêtera pas la guerre là-bas sans envoyer des centaines de milliers d'hommes et qu'aucune organisation internationale ni aucun pays ne le peut et ne le veut. Mais si ce genre de raisonnement conduit au laisser faire-laisser massacrer, alors il faut dire non. Plusieurs types d'actions sont parfaitement possibles :

« Des bombardements aériens sur des cibles militaires serbes. Il est criminel que ceux-ci puissent continuer à massacrer impunément.

« Des contrôles très stricts aux frontières pour faire appliquer strictement l'embargo.

« L'organisation de la conférence

de Londres, dans quelques jours, afin que celle-ci débouche sur des décisions concrètes qui ne soient pas l'acceptation du fait accompli de la « Grande Serbie ».

« Enfin, pourquoi ne pas engager une enquête internationale immédiate sur les exactions commises et l'examen d'un jugement des dirigeants serbes pour crimes contre l'humanité ?

« Si on a pu envoyer des forces au Koweït... »

« La France, qui a été à l'avant-garde de la pression internationale, peut et doit participer à ces initiatives. Elles sont conformes à notre tradition en faveur des droits de l'homme et de la paix.

« L'opinion internationale est en train de prendre conscience de ce que peut être le droit à venir : ou bien un nouvel ordre ou bien de dramatiques déchirements. Si on laisse faire sans intervenir, qu'on songe à ce qui peut se passer demain en Bosnie,

des régions voisines ou dans d'autres parties du globe. Les armes sont de plus en plus puissantes et disséminées, les intégrismes de plus en plus ravageurs, les inégalités de plus en plus criantes, les nationalismes de plus en plus destructeurs. Le monde - à commencer par l'Europe - doit se donner les moyens d'intervenir en faveur de la paix.

Certes, aucune situation ne ressemble exactement à une autre, et il faut éviter les visions simplistes. Mais si on a pu, il y a deux ans, envoyer des forces considérables au Koweït pour stopper l'invasion de Saddam Hussein, au nom de quoi serait-il impossible de bloquer la Serbie de Milosevic ? Ou alors il faudrait considérer qu'il est cette fois-ci moins urgent ou moins utile d'intervenir parce qu'il n'y a pas d'enjeu pétrolier ? Cette logique-là, nous ne l'acceptons pas et c'est pourquoi j'estime - et je le dis - qu'il faut que l'Europe intervienne pour arrêter les massacres dans l'ex-Yougoslavie. »

## Partage des tâches

par Thomas Ferenzi

M. LAURENT FABIUS n'a pas hésité à durcir le ton, mardi 11 août, pour dire sa condamnation des atrocités commises par les Serbes dans la guerre civile qui ravage l'ex-Yougoslavie, et sa volonté d'obtenir de l'Europe une intervention militaire destinée à faire cesser ces massacres. Le premier secrétaire du PS a parlé de « honte pour l'humanité », ne craignant pas de comparer les pratiques des Serbes à celles des nazis et d'accuser leurs dirigeants de « crimes contre l'humanité ».

Les propos de l'ancien premier ministre tranchent avec le langage plus mesuré que tiennent les porte-parole de l'exécutif (*le Monde* du 12 août), mais la différence n'est pas que de forme, elle porte aussi sur le fond : comme la plupart des dirigeants de l'opposition, M. Fabius identifie la Serbie de M. Milosevic à l'Irak de M. Saddam Hussein et, comme eux, il propose qu'une mesure de protection des convois humanitaires soit soumise au Conseil de sécurité de l'ONU. S'ajoutant un contrôle plus strict de l'embargo et surtout des bombardements aériens sur des cibles militaires serbes. Le premier secrétaire du PS estime que « les démarches humanitaires sont indispensables » mais qu'elles ne suffisent pas. Il suggère donc qu'après avoir approuvé la résolution sur la protection des convois humanitaires l'ONU envisage d'en examiner une deuxième, qui aurait pour but d'arrêter les massacres.

### Liberté de parole

On pourrait objecter que les deux approches ne sont pas très différentes puisque la protection des convois humanitaires peut exiger le recours à des bombardements et que cet accompagnement militaire va, lui-même, au-delà de la seule action humanitaire. Il n'empêche que la logique de ces deux types d'intervention n'est pas la même et qu'en aucune façon, comme on le reconnaît à l'Elysée, les bombardements aériens recommandés par M. Fabius ne peuvent relever de la résolution actuellement à l'étude au Conseil de sécurité. Le premier secrétaire du PS a donc raison, de son point de vue, de soulever l'examen d'une deuxième résolu-

tion, qui s'attacherait, selon le jargon des diplomates, au rétablissement de la paix, et non pas à son maintien.

Si les propositions de M. Fabius vont incontestablement au-delà de celles que la France a soumises à l'ONU, on fait observer, dans les milieux gouvernementaux, que la question de la « faisabilité » de ces bombardements n'est pas prise en compte par le premier secrétaire du PS et que le pouvoir exécutif doit, lui, contrairement aux partis politiques, fustiger de la majorité, peser avec beaucoup de soin ses responsabilités opérationnelles. Pour autant, on ne conteste pas le droit du PS à « la liberté de parole » et on dément que celui-ci soit en quelques sortes, en la circonstance, « le poisson-pilote » ou « l'écclésiastique » du gouvernement.

En s'exprimant avec autant de force, M. Fabius a voulu, à l'évidence, interdire à l'opposition d'occuper tout le terrain de la protestation morale et politique. Il a cherché à ne pas laisser Chirac et les autres dirigeants du RPR et de l'UDF brandir seuls le drapeau de l'engagement militaire, sans être guidés par les difficultés de sa mise en œuvre. Le premier secrétaire du PS a considéré que son parti devait être présent dans ce concert d'indignations, au risque d'apparaître en décalage par rapport au président de la République et au premier ministre. Comme on imagine mal que ceux-ci n'aient pas été informés au préalable des propositions de M. Fabius, ils ont, sans aucun doute, approuvé ce partage des tâches : aux uns les prudences de langage et d'action que rend indispensables l'exercice des responsabilités, aux autres les audaces et les colères que justifie l'attente de l'opinion, à l'approche d'importantes échéances électorales.

La fonction d'un chef de parti n'étant pas celle d'un chef de gouvernement, a fortiori d'un chef d'Etat, il est normal que chacun d'eux s'exprime de sa façon, même si le message peut en être brouillé. Toutefois, les liens entre MM. Fabius, Bérégovoy et Mitterrand sont assez étroits, aux yeux des Français, pour qu'il se dégage de leurs discours, même en partie divergents, une commune volonté de fermeté. Encore faut-il qu'à un moment ou à un autre les actes suivent les paroles.

## « Concentration » et « extermination »

M. Fabius, dans sa déclaration du 11 août, a qualifié de « camps de concentration » les camps de détention en Bosnie-Herzégovine, avant de se référer aux théories défendues par les nazis. Il importe de rappeler que les historiens du nazisme distinguent soigneusement les « camps de concentration » des « camps d'extermination » où étaient installées des chambres à gaz. François Bédarida, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent, précise ainsi, dans le *Nazisme et le génocide*, brochure destinée aux enseignants (Nathan, 1989), la différence entre ces deux sortes d'établissements.

« 1) Les camps de concentration, organisés sur le territoire allemand depuis 1933 et où ont d'abord été enfermés des Allemands antinazis, ainsi que des juifs et des prisonniers de droit commun, étaient destinés à interner - provisoirement ou définitivement - des individus jugés dangereux « par mesure de sécurité », par mesure préventive ou par mesure de rééducation. Entre 1933 et 1945, le nombre des détenus s'est considérablement accru : on y trouvait pêle-mêle déportés politiques, prisonniers de droit commun, homosexuels, témoins de Jéhovah, etc. Ces camps, auxquels les terribles conditions d'existence ont valu le nom de « camps de la mort lente », étaient au nombre d'une douzaine : Dachau, Buchenwald, Sachsenhausen, Ravensbrück, Mauthausen-Gusen, Stutthof, Neuengamme, Dora-Nordhausen, Flossenbürg, Gross-Rosen, Theresienstadt, Bergen-Belsen, Natzweiler-Struthof. »

On estime, selon François Bédarida, que, un million six cent cinquante mille personnes ont été déportées dans ces camps entre septembre 1939 et janvier 1945 et qu'au minimum cinq cent cinquante mille détenus y sont morts, soit le tiers environ.

« 2) Les camps d'extermination, au nombre de six et tous situés sur le territoire de la Pologne de 1939, ont fonctionné de 1941 à 1944. C'étaient des établissements où se faisaient, indépendamment des camps précédents, et dont la fonction était :

d'éliminer physiquement le plus grand nombre possible d'êtres humains de la façon la plus rapide et avec le rendement maximum. Outre d'entre eux étaient uniquement des camps d'extermination : Chelmo (Kulmhof), Belzec, Sobibor et Treblinka (on peut dans ce cas à peine parler de camps : c'étaient des terminus ferroviaires où, dès leur arrivée, les déportés étaient conduits directement aux chambres à gaz ou aux chambres à gaz pour être tués). Deux autres camps, Auschwitz-Birkenau et Lublin-Majdanek, ont été des camps mixtes : d'abord camps de concentration, puis aménagés pour une large part en installations d'extermination avec chambres à gaz et crématoires. »

François Bédarida signale en outre que « dans certains camps de concentration ont été pratiqués des gazages ponctuels, par exemple à Mauthausen, Stutthof, Mierzewitz-Struthof », alors que « les gazages massifs n'ont eu lieu que dans les camps d'extermination. »

Selon François Bédarida, la distinction entre extermination et

répression est « essentielle » dans la machine concentrationnaire. Elle trace « la ligne qui sépare les juifs, les Tziganes, les malades mentaux, les Slaves, groupes voués à l'extermination » des juifs qui ont été les victimes principales des déportés résistants, des témoins de Jéhovah et des homosexuels. Les uns « ont été assassinés en tant que tels, indépendamment de leurs actes » alors que, si les autres « ont été persécutés de la manière la plus barbare, subissant les mauvais traitements, le labeur forcé, les brimades, les punitions, les brutalités, le mépris quotidien », ils l'ont été non pour « ce qu'ils étaient » mais pour « ce qu'ils avaient fait. » « Si un grand nombre d'entre eux sont morts, et dans des conditions atroces, ajoute l'historien, ils n'ont pas fait l'objet d'une mise à mort systématique et industrielle, comme ce fut le cas avec les chaînes de mort qui étaient les chambres à gaz pour les victimes de l'extermination. »

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des Lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Renseignements sur les microfilms et l'index du Monde au (1) 40-85-28-33

Commission paritaire des journaux et publications n° 57-437 ISSN : 0595-3087

PRINTED IN FRANCE

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99  
Télax : 206.806 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10  
Télax : 261.311 F

**ABONNEMENTS**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-80-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS de l'Europe
3 mois	400 F	575 F	700 F
6 mois	800 F	1 125 F	1 350 F
1 an	1 600 F	2 250 F	2 700 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse délégués en permanence : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tout les autres journaux en copie à l'impression.

19. Paris RP 301 MGR 01

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappet, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Manuel Lubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi, Philippe Herremans, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992) André Laurens (1992-1995), André Fontaine (1995-1999)

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 40-85-25-99

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 49-80-30-10



## AMÉRIQUES

**BRÉSIL :** après la fin de l'enquête sur la corruption

### Le pays vit dans l'attente du déclenchement de la procédure de destitution du président Collor

Pour la seconde fois en quatre jours, plusieurs milliers de personnes ont manifesté, mardi 11 août, à São Paulo, pour réclamer la démission du président Fernando Collor de Mello, qui fait face à une avalanche de révélations sur la corruption de ses proches. Le chef de l'Etat s'étant déclaré déterminé à rester au pouvoir, la pays vit dans l'attente de la mise en œuvre d'une procédure de destitution à l'issue incertaine, après la clôture, mardi, des travaux d'une commission ad hoc.

BRASILIA

de notre envoyé spécial

La commission d'enquête parlementaire (CPI) a terminé mardi ses auditions avec la déposition du personnage clé : l'entrepreneur Paulo Cesar Farias. L'ancien trésorier de la campagne électorale de M. Collor est accusé d'avoir reçu des pots-de-vin et d'avoir redistribué cet argent aux amis politiques du président ou financé les importantes dépenses personnelles du chef de l'Etat et de sa famille.

Détendu et cynique, M. Farias, surnommé « PC », a étudié les questions, se contentant de boutades. Le prêt de 7 millions de dollars à l'industriel Walter Canhedo n'était, par exemple, qu'un geste d'amitié. Il n'a aucun souvenir de l'origine des fonds, ni même de leur remboursement éventuel. Le décor, mais célèbre « schéma PC », qui par la collecte de fonds, a alimenté la corruption et le trafic d'influence pour un montant prouvé de 30 millions de dollars, n'est, selon lui, qu'une invention sans fondement.

#### Le rapport de forces parlementaire

Les députés de la CPI ont pour leur part arrêté la calendrier de leur procédure. Le rapport de la commission sera rendu public le 22 août. Il sera examiné par les vingt-deux membres de la CPI, qui devront l'adopter formellement le 26 août. Ce n'est qu'à partir de cette date que devrait être déclenchée la procédure de destitution de M. Collor. Sa mise en œuvre devrait être confiée à des personnalités juridiques respectées pour éviter un affrontement direct entre les partis politiques favorables et ceux hostiles au chef de l'Etat et présent.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

**ÉTATS-UNIS :** les relations du président et de son ancienne secrétaire

### M. Bush à la question

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

La célébration de l'amitié retrouvée entre les Etats-Unis et Israël a été légèrement troublée par la question posée, mardi 11 août, à Kennebunkport (Maine) de M. George Bush par une journaliste de la chaîne de télévision CNN. Le président a-t-il eu une liaison avec son ancienne secrétaire, M<sup>lle</sup> Jennifer Fitzgerald, comme l'affirmait le matin même en première page, le quotidien populaire New York Post?

M. Bush s'est dit « déçu » que CNN puisse lui demander une chose pareille. « Je ne répondrai pas. Je n'ai pas répondu à ce genre de questions dans le passé. Je suis indigné, mais, dans le climat tournoyant que nous connaissons, je m'y attendais. Cela ne me plaît pas, et je dirai seulement que c'est un mensonge », a affirmé le président, tandis que M. Rabin, à ses côtés, regardait ostensiblement ailleurs.

La New York Post fonde ses « révélations » sur un livre récemment publié, qui cite un ancien ambassadeur, lequel aurait affirmé qu'en 1984 il avait, à la demande de M. Bush, alors vice-président, donné des chambres contiguës et communiquantes à M. Bush et à M<sup>lle</sup> Fitzgerald lors d'un séjour à Genève. L'« ennui » est que l'ambassadeur est mort en 1988.

M<sup>lle</sup> Fitzgerald, qui est âgée de cinquante-neuf ans, a travaillé avec M. Bush lorsque ce dernier était chef de la mission américaine en Chine, et était chargée de son emploi du temps lorsqu'il était vice-président. Elle est actuellement chef-adjoint du protocole à la Maison Blanche. Le rumeur selon laquelle elle aurait eu une liaison avec M. Bush n'est pas nouvelle. Le Washington Post, le Los Angeles Times et d'autres journaux ont longtemps enquêté sur cette affaire, sans jamais parvenir à une quelconque « preuve ».

La candidate démocrate, M. Bill Clinton, qui a lui aussi été accusé d'infidélité conjugale, a déclaré qu'il déplorait l'article du New York Post et qu'il estimait que ces allégations ne devraient pas avoir leur place dans la campagne électorale.

D. Dh.

Exécution d'un condamné à mort au Texas. M. Curtis Lee Johnson, condamné à mort pour le meurtre de l'occupant d'un appartement qu'il cambriolait, a été exécuté par une injection mortelle, mardi 11 août, à Huntsville (Texas), quelques heures après le rejet de son appel par la Cour suprême de l'Etat. C'est la 50<sup>e</sup> exécution capitale au Texas depuis 1982 et la 180<sup>e</sup> dans le pays depuis que la Cour suprême a autorisé les Etats à rétablir la peine de mort en 1976. (AFP.)

**CANADA :** la crise constitutionnelle

### Les Québécois, nation ou faction ?

Après deux ans de boudoir, le Québec vient de participer, les 3 et 10 août, à deux rencontres sur l'avenir constitutionnel du Canada.

Les crises constitutionnelles canadiennes surviennent régulièrement en été, presque aussi sûrement que tempêtes de neige en hiver. La dernière en date, née du refus, en juin 1990, de deux petites provinces anglophones de reconnaître officiellement un statut de « société distincte » au Québec, dans le cadre de l'accord dit du lac Meech, est de loin, la plus sérieuse.

Si aucun consensus ne se dégage d'ici au 9 septembre sur une indispensable réforme du fédéralisme canadien, le premier ministre québécois, le fédéraliste M. Robert Bourassa, n'aura d'autre choix que d'organiser, comme promis, le 26 octobre au plus tard, un référendum sur la souveraineté de sa province, la seule à majorité francophone du pays. Les dernières rencontres consti-

tutionnelles des lundis 3 et 10 août, auxquelles le Québec a pris part après avoir boudé ces discussions pendant deux ans, n'ont guère à l'optimisme.

Au-delà du détail des clauses débattues, dont la grande majorité des Canadiens ont depuis longtemps renoncé à comprendre les subtilités, deux conceptions apparemment irréconciliables continuent de s'affronter.

#### Récal des indépendantistes

D'un côté, les francophones québécois — l'un des deux peuples fondateurs du Canada — veulent plus d'autonomie, en matière linguistique, culturelle et économique, notamment, de manière à garantir la survie de leur société unique en Amérique du Nord. Ils souhaitent aussi un droit de veto sur toute modification constitutionnelle.

De l'autre côté, les responsables politiques de plusieurs provinces anglophones défendent — à travers la réforme proposée du

Sénat en particulier — le principe de l'égalité des provinces, auquel tenait tant l'ancien premier ministre M. Pierre Elliott Trudeau. Sur le fond, le débat est le même depuis trente ans et les quelques concessions du Canada anglais n'en ont guère changé les termes.

Fédéralisme asymétrique ou « à la carte », confédération, association de deux Etats sous un Parlement commun, selon la formule sibylline de M. Bourassa : toutes les options imaginables ont été passées en revue ces deux dernières années sans qu'aucune ne parvienne à s'imposer. Le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, et son collègue M. Robert Bourassa peuvent au moins se targuer d'avoir réussi à calmer les esprits, pendant que les inévitables commissions qu'ils ont mises sur pied analysaient interminablement le pour et le contre de chacune des hypothèses : l'idée de l'indépendance, soutenue par plus de la moitié des Québécois juste après l'échec de l'accord du lac

Meech, n'est plus appuyée que par un tiers de la population (40 % pour l'option plus vague de la souveraineté).

Mais si aucun *modus vivendi* ne peut être trouvé lors des prochaines rencontres dont les dates restent à fixer, les rangs des sécessionnistes se gonfleraient de nouveau. En dernier recours, M. Mulroney pourrait certes proposer sa propre solution de compromis mais on voit mal comment il pourrait l'imposer à tout le Canada, vu les records d'impopularité que son gouvernement bat depuis trois ans. Les Québécois risqueraient alors d'enterrer, sans enthousiasme et de guerre lasse, un divorce qui coûterait cher à tous. Devant ce risque, il n'est pas inutile de revenir aux sages remarques du tout premier chef de gouvernement de la fédération, Sir John A. Mac Donald : « Traitez les Canadiens français comme une nation et ils se comporteront généralement. Traitez-les comme une faction et ils deviendront féroces. »

MARTINE JACOT

## PROCHE-ORIENT

Au Conseil de sécurité de l'ONU

### L'Irak est sommé de cesser la répression contre les chiites dans le sud du pays

Au cours d'un débat public au sein du Conseil de sécurité sur les droits de l'homme en Irak, les alliés de la guerre du Golfe ont demandé, mardi 11 août, à Bagdad de cesser immédiatement de réprimer la population chiite dans le sud du pays et de permettre aux organisations internationales d'accéder à cette région.

NEW-YORK

correspondance

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont lancé un nouvel avertissement au régime irakien, qui a été sommé d'arrêter la répression contre les populations civiles dans le sud, de lever le blocus économique qu'il leur impose comme aux Kurdes dans le nord du pays, et de renouveler le memorandum permettant la présence de missions humanitaires de la Croix-Rouge et d'autres organisations de secours.

Cette mise en garde a été adressée à l'occasion d'un débat public au Conseil de sécurité de l'ONU, avec la participation du rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, M. Max Van der Stoep, et malgré les réserves exprimées par plusieurs pays membres du Conseil, à savoir la Chine, l'Inde, l'Égypte et le Zimbabwe.

Autour du mois dernier d'un rapport sur la situation dans le sud de l'Irak (le Monde daté 9-10 août), M. Van der Stoep a décrit le blocus « rigoureux » dont souffrent les Kurdes et les chiites du sud et qui, selon lui, pourraient entraîner la famine. « Les bombardements par l'armée irakienne des marais du sud depuis le début du mois de juin, ont provoqué la mort de milliers de chiites et contraint les habitants de centaines de villages à quitter leurs maisons », a-t-il dit. A propos du décès de l'ayatollah Aboul Qassem Khat (le Monde du 11 août), il a déclaré que des milliers de chiites auraient assisté à ses obsèques si Bagdad n'avait pas interdit toute cérémonie publique et si elle n'avait pas interdit toute cérémonie publique et si elle n'avait pas interdit toute cérémonie publique et si elle n'avait pas interdit toute cérémonie publique.

« L'Irak est un pays totalitaire avec des moyens totalitaires. Il est plus urgent que jamais que la communauté internationale obtienne une pleine exécution de la résolution 688 (sur la protection des populations irakiennes), sinon des milliers d'innocents seront en danger de mort », a conclu M. Van der Stoep, ancien ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

Qualifiant ce témoignage d'« extrêmement préoccupant », le représentant de la France, M. Jean-Marie de la Sablière, a estimé que « la communauté internationale ne peut pas rester indifférente au sort de la population du sud. Elle doit

tout faire pour empêcher la poursuite des violations massives des droits de l'homme et prévenir un mouvement d'exode ». Selon l'ambassadeur américain, M. Edward Perkins, une nouvelle « menace » pèse sur « la paix et la sécurité internationales ». « Il est impératif que la répression contre les chiites dans le marais cesse sans délai. » Quant au représentant britannique, Sir David Hannay, il a réclamé de l'Irak l'application immédiate des décisions de l'ONU et l'arrêt de la répression », en ajoutant : « On

ne négocie pas les résolutions du Conseil avec le régime de Saddam Hussein. »

Dans sa réponse, l'ambassadeur d'Irak, M. Abdul Amir Al Anbari, a accusé le Conseil de sécurité d'« user d'une tactique subversive pour diviser l'Irak en trois parties ». M. Van der Stoep a répondu que les chiites dans le sud de l'Irak, a déclaré M. Al Anbari qui estime qu'une campagne bien orchestrée a commencé pour occuper le sud de l'Irak, à l'instar de ce qui s'est passé au nord.

Toutefois, dans une démarche qui a été considérée à l'ONU comme un geste de conciliation, le gouvernement de Bagdad a invité les représentants des Nations unies à se rendre en Irak, afin de négocier le renouvellement du memorandum permettant la présence de « gardes bleus » de l'ONU sur le sol irakien. Le secrétaire général adjoint chargé des affaires humanitaires, M. Jan Eliasson, se rendra à Bagdad samedi et les négociations devraient commencer le 17 août.

AFSANÉ BASSIR POUR

### Relance du « partenariat » entre Washington et Jérusalem

Suite de la première page

M. Bush avait tergiversé en septembre 1991, avant de répondre négativement en janvier dernier à cette pressante demande israélienne, déclenchant ainsi une crise sans précédent entre les deux pays. Le geste du président américain « a une grande signification pour moi et pour Israël », a commenté M. Rabin.

M. Bush a transmis dès mardi soir au Congrès son avis favorable à l'octroi de la caution réclamée par Israël et escomptée que celui-ci « agisse rapidement ». Un vote de la Chambre des représentants est attendu, puisqu'il y a un engagement de dépenses. Il ne devrait pas poser de difficultés, mais M. Rabin, conscient de l'atmosphère qui prévaut actuellement à Washington, a jugé bon de préciser qu'Israël « prendrait à sa charge, dans la mesure du possible, le fardeau financier de la garantie, pour réduire le coût final imposé au contribuable américain ». L'Etat hébreu devra donc verser une petite partie, de l'ordre de 3,5 % des sommes prêtées par les banques, dans un fonds commun d'assurances. Il s'agit là d'un inconvénient mineur comparé à l'avantage que représente la caution officielle du gouvernement américain, laquelle donne accès, auprès du secteur privé, aux prêts à long terme aux meilleurs taux d'intérêt. M. Bush « espère [que] d'autres gouvernements qui en ont les moyens », en clair l'Allemagne et le Japon, suivront son exemple. Cela pourrait fournir une dizaine de milliards de dollars supplémentaires à Israël.

Selon le Washington Post, M. Bush aurait par ailleurs évoqué mardi soir, devant des membres du Congrès, la possibilité d'autoriser la vente d'avions de combat F 15 à l'Arabie saoudite, pour une valeur de 5 milliards de dollars. Ce projet est combattu depuis longtemps par Israël. Il n'est pas sûr d'ailleurs qu'il soit approuvé par le Congrès, qui a le pouvoir d'empêcher ce type de livraisons, même si des arguments électoraux peuvent jouer,

notamment dans le Missouri où se trouve la chaîne de montage du F 15.

M. Bush et Rabin ont été discrets sur ce qui a permis le revirement américain, à savoir la décision du nouveau gouvernement israélien, dirigé par les travaillistes, de geler partiellement les nouvelles implantations de colons dans les territoires occupés. M. Bush y a fait allusion en évoquant, sans préciser davantage, les « principes de base » qui ont présidé à l'accord auquel il est parvenu avec son interlocuteur.

#### La « supériorité militaire qualitative » d'Israël

M. Bush a fait un autre cadeau de taille à son visiteur, en réaffirmant solennellement que les Etats-Unis étaient soucieux de maintenir la « supériorité militaire qualitative » d'Israël sur ses voisins. Cette formule n'était plus guère employée ces derniers temps. M. Bush l'a utilisée à plusieurs reprises, notamment quand on lui a demandé si Israël continuait de représenter le même intérêt pour Washington, malgré la fin de la guerre froide. Nul ne sait d'où pourrait venir un nouveau danger, et rien n'a changé dans ce domaine, a répondu le président américain. En conservant cette marge de sécurité à Israël, les Etats-Unis ne font, selon lui, qu'agir au mieux de leurs propres intérêts stratégiques.

M. Bush a exprimé son « optimisme » à propos de la nouvelle session de négociations bilatérales entre israéliens d'un côté et les délégations jordano-palestiniennes, syrienne et libanaise, de l'autre, qui doit commencer le 24 août à Washington, pour relancer le processus de paix entamé en octobre dernier à Madrid. Le président américain est « convaincu » que le nouveau gouvernement israélien souhaite que ces pourparlers réussissent et invite les pays arabes à « réagir en conséquence ». M. Rabin a affirmé que les israéliens se rendraient à cette nouvelle session, la sixième, « l'esprit ouvert » et qu'en

particulier les négociations avec la délégation jordano-palestinienne à propos des dispositions provisoires concernant l'autonomie administrative des Palestiniens dans les territoires occupés seraient menées « avec l'intention d'aboutir ».

M. Bush a cherché à donner à la rencontre de Kennebunkport une dimension dépassant les contingences de l'actualité. Il a rappelé que la relation américano-israélienne remontait à la naissance de l'Etat d'Israël, en 1948, qu'elle avait fait les preuves de sa solidité « en temps de paix comme en temps de guerre » et qu'elle était fondée sur « un attachement commun à la démocratie ». M. Rabin n'a pas été en reste, puisqu'il a exprimé sa « gratitude personnelle » envers M. Bush, pour avoir contribué à « ouvrir les portes » de l'ex-URSS et de l'Éthiopie aux juifs désireux d'émigrer en Israël.

Ce climat nouveau doit-il quel-que chose à la proximité de l'élection présidentielle ? M. Bush s'en est défendu, affirmant que l'octroi de la garantie du Trésor américain n'obéissait en rien à des préoccupations de politique intérieure. Mais le président reconnaissait aussitôt que, si près de l'échéance, tous ses gestes, quels qu'ils fussent, prenaient fatalement une coloration électorale. Lorsque la cote de popularité de M. Bush était au plus haut, on avait prêté au secrétaire d'Etat, M. James Baker, ces propos, tenus en privé : « Au diable les juifs ! Nous n'avons pas besoin d'eux, ni d'ailleurs ils n'ont pas voté pour nous ! » Ces remarques méprisantes ne sont visiblement plus de saison.

DOMINIQUE DHOMBRES

Accusations palestiniennes contre les services de sécurité israéliens. — Trois organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme ont rejeté, mardi 11 août, sur les services de sécurité israéliens la responsabilité de la mort, la semaine dernière, d'un détenu palestinien dans la prison de Tulkarim, en Cisjordanie. Selon ces organisations, Mustapha Barakat, vingt-trois ans, mort d'une crise d'asthme en raison des « conditions de sa détention », est le cinquième Palestinien à être décédé en prison depuis le début de l'année. (AFP.)



هكذا من الإمل

6 Le Monde ■ Jeudi 13 août 1992

# LE MONDE diplomatique

AOÛT 1992

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

## Nos envoyés spéciaux racontent :

- **SUÈDE** : A la recherche d'un autre « modèle » (*Ingrid Carlander*).
- **GUYANE** : Danger d'explosion (*Maurice Lemoine*).
- **ARABIE SAOUDITE** : Les nouveaux visages de la contestation islamique (*Alain Gresh*).
- **FRANCE** : La colère rentrée des harkis (*Anne Tristan*).
- **CAMBODGE** : La paix des riches et la guerre des pauvres (*Colette Braeckman*).
- **SOMALIE** : Une infinie désespérance (*Michel Sallhan*).



## Également dans ce numéro :

- **EX-YOUGOSLAVIE** : La dérive d'une Croatie « ethniquement pure ».
- **RUSSIE** : La Fédération menacée par les « émeutes du rouble ».
- **JEUX OLYMPIQUES** : Comment on fabrique des « champions ».
- **MÉDIAS** : Un nouveau spectacle, les procès télévisés.
- **ÉCOLOGIE** : Le pavé de Heidelberg.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 FRANCS



## AFRIQUE

MAROC : pour préparer les élections

### Le roi Hassan II a formé un gouvernement de technocrates

M. Mohamed Karim Lamrani a été nommé, mardi 11 août, premier ministre d'un gouvernement intérimaire, composé de technocrates, et chargé de préparer les élections législatives qui doivent avoir lieu avant la fin de l'année. M. Lamrani, qui a déjà occupé cette fonction à deux reprises (en 1971 et 1983), remplace M. Azzeddine Laraki, premier ministre depuis 1986.

Le roi Hassan II avait annoncé lundi sa décision de former un nouveau gouvernement, en demandant aux ministres membres de partis politiques de se libérer de leurs obligations afin de pouvoir se consacrer aux prochaines élections. Seul un ministre ayant une affiliation politique, M. Moulay Ahmed Alaoui, du Rassemblement national des indépendants (RNI), proche du souverain, a été reconduit dans ses fonctions. Tous les ministres « techniques » du précédent gouvernement ont en revanche été maintenus dans le nouveau cabinet.

Le nouveau premier ministre est considéré comme un fidèle serviteur du trône et un homme pragmatique, souvent appelé dans des périodes délicates. Surnommé le « bulldozer » par ses collaborateurs,

en raison de sa rigueur dans la gestion des affaires économiques, M. Lamrani, soixante-deux ans, a commencé sa carrière au sein du puissant groupe étiatique de l'Office chérifien des phosphates, sur lequel il a « régné » pendant près de vingt ans. Appelé à la tête du gouvernement en 1971, puis en 1983, il en a démissionné en 1986 pour « raisons de santé ». Avant sa nomination, il assumait la charge de conseiller économique au cabinet royal, tout en s'occupant de la gestion de ses affaires.

Le nouveau cabinet compte vingt-trois ministres (contre vingt-neuf précédemment) et trois secrétaires d'Etat. Plusieurs ministères ont été regroupés, ou ont disparu. C'est le cas notamment du ministère chargé des affaires sahariennes, dont la suppression n'a fait l'objet d'aucune explication officielle. Depuis sa création, en 1979, ce ministère était dirigé par M. Khalilenna Ould Rachid, du Parti national démocratique (PND, centriste). Cette disparition intervient le jour même du ralliement, au Maroc, de l'un des principaux dirigeants du Front Polisario, M. Ibrahim Hakim (voir d'autre part). — (AFP, Reuters.)

### Le nouveau cabinet

Voici la liste des membres du gouvernement nommé par le roi Hassan II et qui sera chargé de superviser les élections générales (un \* indique les nouveaux membres du cabinet) :

Premier ministre : M. Mohamed Karim Lamrani \*

Ministres d'Etat, sans portefeuille : M. Moulay Ahmed Alaoui ; affaires étrangères et coopération : M. Abdelatif Filali.

Justice : M. Moustapha Belarbi Alaoui ; intérieur et honneurs : M. Driss Bassi ; agriculture et réforme agraire : M. Othmane Densati ; commerce, industrie, privatisation : M. Zine Zahdi ; finances : M. Mohamed Bernada ; santé : M. Abderrahim El Harouchi ; postes et télécommunications : M. Abdelhamid Ahlouch ; éducation : M. Tayeb Chikil ; pêche et

marine marchande : M. Bensalem Smili ; énergie et mines : M. Driss Alaoui Medaghi ; commerce extérieur, investissements, tourisme : M. Hassan Abouayoub ; transports : M. Rachidi El Rhozouani ; travaux publics : M. Mohamed Kabaj ; jeunesse et sports : M. Abdallah Belkazi ; affaires administratives : M. Aziz Hasbi ; secrétariat du gouvernement : M. Abbas El Kaissi ; affaires islamiques : M. Abdelkebir Alaoui Medaghi ; relations avec l'émigration : M. Rafik Haddaoui ; affaires culturelles : M. Allal Sinaceur ; travail et artisanat : M. Mohamed El Oudghiri ; affaires économiques et sociales : M. Mohamed Alaoui Medaghi ; logement : M. Abderrahmane Boufettas. — (Reuters.)

### Ralliement d'un dirigeant du Front Polisario

L'ancien ministre des affaires étrangères de la République arabe sahraïenne démocratique (RASD), proclamée en 1976 par le Front Polisario, M. Ibrahim Hakim, membre de la direction du mouvement, a annoncé, mardi 11 août, à Rabat, son ralliement au régime marocain.

Chef de la diplomatie de la RASD pendant dix ans, M. Hakim a indiqué que son arrivée au Maroc, le jour même, en provenance d'Algérie où il était ambassadeur, était « une réponse à l'appel lancé par le roi Hassan II à tous les Sahraouis de rejoindre leur patrie ».

Le souverain marocain avait lancé, le 6 novembre 1988, un appel « à tous les égarés du Front Polisario animés de bonnes intentions », leur affirmant que « la patrie est clémentine et

miséricordieuse ». Depuis cet appel, de nombreux transfuges du Polisario sont arrivés au Maroc. M. Hakim a indiqué que son choix pouvait être « considéré comme une contribution de [sa] part à la solution du problème du Sahara qui n'a que trop tardé et qui, en réalité, tourne en rond maintes fois ».

Le Maroc revendique la souveraineté sur le Sahara occidental, ancienne colonie espagnole, et a fermement l'intention d'étendre à ce territoire les consultations électorales prévues dans le royaume. Le plan de l'ONU pour l'autodétermination de cette région est dans l'impasse depuis des mois malgré l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu entre les troupes marocaines et celles du Polisario, le 6 septembre 1991. — (AFP.)

## EN BREIF

■ CAMBODGE : un « casque bleu » français blessé. — L'opérateur radio d'un hélicoptère français de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge) a été blessé au ventre, mardi 11 août au soir, le Puma ayant essuyé des coups de fusil en survolant la jungle à quelques kilomètres de Siem-Reap, a déclaré un porte-parole de l'APRONUC. L'appareil effectuait une mission de ravitaillement auprès d'une mission d'entraînement au sol. — (Reuters.)

■ CHINE : quatre lamas arrêtés au Tibet. — Quatre lamas tibétains ont été interpellés, mercredi 12 août, par des policiers en civil à Lhasa, devant le temple du Jokhang. Ils faisaient partie d'un groupe d'une dizaine de moines qui étaient sortis, en milieu de journée, du sanctuaire en brandissant le drapeau tibétain. Ils ont crié des slogans indépendantistes avant que la police n'intervienne, selon un témoin occidental. — (Corresp.)

■ COLOMBIE : 1 milliard de pesos pour la capture de Pablo Escobar. — Les autorités de Colombie ont offert, mardi 11 août, un

milliard de pesos (environ 7 millions de francs) de récompense pour tout renseignement permettant l'arrestation de Pablo Escobar, le chef du cartel de Medellín évadé de prison le 22 juillet. Les principaux quotidiens du pays publieront un avis de recherche avec un numéro vert et une boîte postale où les renseignements obtenus seront centralisés, le « secret absolu » étant garanti. — (AFP, Reuters.)

■ ANGOLA : combats entre partisans du gouvernement et de l'UNITA. — Des affrontements entre des partisans du gouvernement et des groupes proches de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), ont fait cinq morts et dix-sept blessés, mardi 11 août, à Malanje, a rapporté la radio angolaise. — (AFP, Reuters.)

■ ALGÉRIE : des islamistes revendiquent une tentative d'assassinat contre le ministre. — Proches du Front islamique du salut (FIS, dissous), des islamistes ont revendiqué, mardi 11 août, une tentative d'assassinat contre le ministre délégué à la sécurité, M. Mohamed Tolba. L'opération aurait été

## Le nouveau boursier afghan

Suite de la première page

Rien de comparable non plus avec les heures les plus noires de l'époque du siège, quand Kaboul était encerclée par une guérilla que l'on savait déjà fort divisée. Car, de mémoire de Kaboul, on n'avait jamais vu cela : des centaines de roquettes et d'obus se sont égarés sur le contre-ville et près de l'aéroport. Bien pire qu'au temps du régime du président Najibullah, le « Grand Saïan » prosoviétique, quand déjà, les roquettes des moudjahidines pleuvaient sur Kaboul.

Les « gros problèmes » des derniers mois ont cependant été de natures diverses : M. Hekmatyar n'a pas été le seul à empêcher de pacifier le nord dans des Afghanistan meurtri par quatre années de guerre. Et le « front commun » qui, dans un premier temps, s'était, avec un bel ensemble, opposé au Hezb, aura fait long feu.

Ainsi, à intervalles plus ou moins réguliers, les chaînes de télévision neuf partis soutenus par l'Iran, le Wahdat, ont-ils fait parler la poudre. D'abord contre les milices de l'Ouzbek Rachid Dostom, alliées au ministre de la défense Ahmed Shah Massoud. Ceux-ci entendaient « nettoyer » Kaboul de ses « éléments incontrôlés » et reprendre des bâtiments investis — entre autres — par les hommes du Wahdat. Ces derniers avaient répondu au lance-roquettes.

Peut-être plus violemment encore, les partis pro-iraniens ont également tenté de reprendre le contrôle de l'Alti-Hindoukouch. M. Massoud Sayyaf, qui soutiennent les Frères musulmans d'Arabie saoudite. Les hommes de l'Alti-Hindoukouch ont été tués pour des raisons à la fois religieuses et ethniques : ces derniers, petits combattants aux yeux bleus, sont venus de la province centrale du Hazarajat, au nord d'être chiites, et leurs chefs ont passé toute la guerre à Téhéran.

### Pashtouns contre « Farsiwans »

Voilà de quoi irriter ce Pashtoun extrémiste qu'est M. Sayyaf, un sunnite dont les baillères de fonds sont par nature hostiles aux iraniens. A la veille de l'attaque du Hezb, les quartiers ouest de la capitale — à dominante chiite — résistaient encore de l'écho de ces combats. Avant l'annonce d'un énième cessez-le-feu qui allait en fait donner le champ libre aux « rebelles » de M. Hekmatyar. Car il y a fort à parier que M. Sayyaf ont des intérêts objectifs à déstabiliser le nouveau régime. Leurs partis ont tous deux une « clientèle » pashtounne et « Gulbuddin » est lui aussi soutenu par l'Arabie saoudite. Même si, dans ce cas, c'est plutôt par les saoudites que par les « frères » saoudiens.

Mais c'est bien l'élément pashtoun — 40 % des Afghans appartiennent à cette ethnie — qui reste la clé de l'impasse afghan. Car, avant même l'écroulement final du régime, c'est une coalition de guerriers non pashtouns qui avait préparé le « coup d'Etat » contre M. Najibullah et précipité la fin de l'ex-pouvoir communiste : dans le Nord, autour de la ville de Mazar-i-Sharif, le destin du nouvel Afghanistan s'est joué en mars, au moment où soldats et miliciens ont pris le contrôle de la capitale, généralement « Farsiwans » (de la langue persane) — ont fait sécession.

Dès lors, le chef de guerre Massoud, lui aussi tadjik, voit le parti

qu'il peut tirer d'une alliance avec les « mutins du Nord ». Certes, le « Lion du Panthère » ne farouche-ment jouer la carte ethnique. Il est vrai que certains moudjahidines pashtouns se battent pour le Jamiat-Islami, son parti. De fait, l'heure a pourtant sonné pour nombre de ces « Farsiwans » de prendre leur revanche contre leurs anciens maîtres pashtouns, qui ont régné presque sans partage sur le pays depuis deux siècles et demi.

Après quatorze ans de guérilla qu'ils ont payés comme les autres au prix du sang, les non-Pashtouns estiment en effet que le temps est venu d'une redistribution plus équitable



du pouvoir. Le mouvement est lancé. Quand Kaboul tombe, M. Hekmatyar a compris depuis belle lurette qu'il a été doublé par ses rivaux. Plus qu'un simple extrémiste hanté par la foi dans le prophète, « Gulbuddin » est l'archétype du nationaliste pashtoun. Même s'il est avant tout « hékmatyriste ».

C'est pourquoi des militaires de même origine — peu importe qu'ils aient été des staliniens convaincus — se rallient immédiatement à son tour contre Massoud le Tadjik et Dostom l'Ouzbek. Et aujourd'hui contre le président Rabbani, un lettré tadjik qui est le chef du parti du commandant Massoud. C'est le point final d'un conflit idéologique de plus d'une décennie : la guerre civile a commencé pour de bon.

### Le royaume de l'insolence

Dans un tel contexte, il est clair que les accusations de M. Hekmatyar à l'égard d'un gouvernement qui aurait « fait alliance » avec d'anciens « communistes », ne tiennent pas. Car le chef du Hezb profite lui aussi du soutien de certains soldats de l'ancienne puissance. L'histoire se répétant, ces derniers développements rappellent en fait les événements de 1979, quand le Tadjik Bacha-Saïq s'empara du pouvoir à Kaboul au terme de plusieurs mois d'anarchie qui suivirent l'éviction du roi Zahir Shah. Avant d'être chassé de la ville puis exécuté par une coalition pashtounne.

Mais, si l'on sait ce que veut M. Hekmatyar, il est plus difficile d'évaluer ce qu'il peut faire : à la coalition tadjik-ouzbek des Rabbani, Massoud, Dostom et de la majorité de l'armée de l'ancien régime, il est improbable que le Hezb arrive à ses fins. Il a des canons, des chars et des soldats bien

entraînés. Toutefois, face à l'aviation et aux armes que le nouveau gouvernement a héritées des Soviétiques, il ne peut faire mieux que de continuer son harcèlement meurtrier.

En revanche, cet homme, qui fut longtemps le favori de la CIA et possède encore des appuis au sein des services secrets pakistanais, a réussi à constituer des stocks d'armes impressionnants. « Il peut tenir une guerre de cinq ans », nous disait en avril un diplomate asiatique en poste à Kaboul.

L'autre question qui se pose aujourd'hui est de savoir si la mosaïque afghane résistera aux coups qui continuent de lui être portés dans cette étreinte postcommuniste qui a déchaîné les appétits. Car c'est par le biais des ethnies rivales que les puissants voisins de ce pays essaient de défaire leur zone d'influence. Si un démantèlement par et

simple de l'Afghanistan n'est pas envisageable, iraniens, saoudiens et pakistanais sont néanmoins à l'œuvre.

Le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, n'a-t-il pas donné le ton en faisant le périlleux voyage de Kaboul au lendemain même de la prise de fonctions des nouveaux dirigeants ? Récemment, les iraniens ont eu l'occasion d'ouvrir un consulat à Mazar-i-Sharif sans y venir. Téhéran a dû faire machine arrière, mais les « services » de M. Rafsanjani seraient très présents à Hérat, la grande ville de l'Est proche de la frontière iranienne. Il faut également surveiller les nouvelles Républiques ex-soviétiques d'Asie centrale qui, en dépit de leurs propres difficultés, ne peuvent rester indifférentes à ce qui se joue à leur porte.

Anarchie dans Kaboul et calme apparent en province, voilà qui en tout cas laisse supposer une chose : le pouvoir central reste, comme il est de tradition en Afghanistan, faible. Il est certes le lieu de toutes les intrigues mais, au-delà, les moudjahidines ethniques, claniques et de clientèle continuent à dicter leur loi dans ce pays que ses voisins surnommaient jadis le « royaume de l'insolence ». A ceci près qu'une si longue guerre a changé la nature des rapports de force intercommunautaires qui existaient avant le cataclysme communiste.

BRUNO PHILIP

## JAPON

Des soldats de l'armée impériale se sont livrés au cannibalisme pendant la guerre

Un universitaire japonais qui faisait des recherches en Australie a découvert des documents secrets de l'armée impériale japonaise et des rapports d'enquête des alliés qui faisaient état de plus de cent cas de cannibalisme parmi les soldats japonais durant la seconde guerre mondiale. Selon l'agence Kyodo, qui a révélé l'affaire, ces documents — qui constituent la première preuve du cannibalisme de certains militaires japonais à la fin de la guerre — avaient été saisis par l'armée australienne en Nouvelle-Guinée. D'après les archives trouvées par M. Toshiyuki Tanaka, les soldats, à court de vivres, ont consommé la chair de prisonniers de guerre et de travailleurs forcés. Une directive secrète du commandement nippon, rédigée en novembre 1944, leur interdisait cependant de consommer la chair de leurs compatriotes, sous peine de mort. — (AFP, Reuters, UPI.)

## A TRAVERS LE MONDE

### GÉORGIE

Plusieurs responsables proches de M. Chevardnadze ont été enlevés

M. Edouard Chevardnadze, président du conseil d'Etat de Géorgie, a annoncé, mercredi 12 août, qu'il était prêt à avoir recours à « des mesures extrêmes » pour obtenir la libération de plusieurs ministres, enlevés par les partisans du président déchu Zviad Gamsakhouria. Le ministre géorgien de l'intérieur, M. Roman Zentsadze, le conseiller de M. Chevardnadze pour les affaires de sécurité, ainsi que cinq hauts fonctionnaires ont en effet été enlevés mardi 11 août à Zugdidi, dans l'ouest de la Géorgie, où ils étaient venus négocier la libération du vice-premier ministre, M. Alexandre Kavtadze, enlevé, lui, le 9 juillet (le Monde du 11 juillet). Zugdidi est le fief des partisans de M. Gamsakhouria, déposé en janvier, et constitue un foyer d'opposition à Tbilissi depuis l'arrivée au pouvoir de M. Chevardnadze. Samedi dernier, des rebelles avaient attaqué à Tskhorotakou, dans la même région, un dépôt d'armes de la police, tuant un policier et en séquestrant dix autres. Pour sa part, M. Chevardnadze a annoncé qu'il serait candidat à l'élection présidentielle du 11 octobre. — (AP, Reuters, AFP.)

### LIBYE

M. Moubarak s'est entretenu avec le colonel Kadafi

Premier chef d'Etat arabe à se rendre à Tripoli depuis l'imposition, le 15 avril, par le Conseil de sécurité de l'ONU, d'un embargo contre la Libye, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, s'est entretenu, mardi 11 août, avec le colonel Mouammar Kadafi. Cette visite inopinée est intervenue quatre jours avant une réunion du Conseil, qui devait, sauf développement, de dernière minute, reconduire les sanctions prises contre la Libye. Celle-ci n'a toujours pas remis aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, deux Libyens présumés responsables d'un attentat contre un avion de la PanAm en décembre 1988, ni pleinement coopéré à l'enquête menée par la France sur un attentat contre un avion d'UTA en septembre 1989 au-dessus du Niger. — (AFP.)

### RUSSIE

L'évolution du conflit du Haut-Karabakh inquiète Moscou

La Russie a réagi prudemment, mardi 11 août, à l'appel de l'Arménie qui, s'estimant agressée par l'Azerbaïdjan, a demandé l'application du traité d'assistance mutuelle de Tachkent qui lie la Russie, l'Arménie et quatre Etats d'Asie centrale. Le porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, M. Alexandre Rozanov, a fait état de la « préoccupation » de Moscou à l'égard de l'évolution du conflit du Haut-Karabakh, mais a souligné que le traité de Tachkent ne prévoyait pas d'intervention militaire rapide. Ce traité envisage d'abord des consultations politiques, a-t-il précisé. — (AFP, Reuters.)

### SAN-SALVADOR

Démantèlement d'un réseau de trafic d'enfants vers la France

Un réseau de trafic d'enfants salvadoriens à destination de la France, impliquant cinq Salvadoriens et deux Français, a été démantelé, a indiqué, mardi 11 août, la police de San Salvador. Le réseau était dirigé par M. Luis Miguelena, recherché par le FBI américain et arrêté à El Congo (département de Santa Anna), et comprenait également trois femmes, un avocat du nom d'Alexander Gonzalez et deux Français, dont l'identité n'a pas été révélée. Un enfant de quatre ans, enlevé le 29 janvier dernier dans la banlieue de San Salvador, a été délivré. Les trois femmes ont avoué avoir vendu l'enfant pour 250 dollars à M. Miguelena, qui avait déjà organisé, avec de faux papiers, le transfert de l'enfant vers la France, contre un paiement de 7 000 dollars. — (AFP.)



## SOCIÉTÉ

### ENVIRONNEMENT

Une nouvelle affaire d'importation de matériel de soins usagé

#### Trois camions de déchets refoulés en Allemagne

Trois poids lourds, transportant des déchets plastiques en provenance d'Allemagne, ont été interceptés par la douane, samedi 8 août à Fagnières (Marne), alors qu'ils allaient déposer leur cargaison dans une ancienne gravière transformée en décharge. En ouvrant quelques ballons, les douaniers, qui effectuaient un contrôle de routine, ont découvert du matériel de soins usagé, « en nombre substantiel », notamment des seringues et des cathéters. Comme l'importation de déchets hospitaliers, considérés comme des produits à risques, est interdite, les véhicules ont été renvoyés en Allemagne. Ce trafic durait depuis une dizaine de jours.

M<sup>me</sup> Ségolène Royal, ministre de l'environnement, a publié un communiqué félicitant les douaniers. Selon elle, les inspecteurs des installations classées se sont rendus sur les lieux et ont constaté que des déchets de même nature avaient déjà été déposés sur le site.

#### Produits plastiques ou hospitaliers

La décharge appartient à une société spécialisée dans le recyclage des produits combustibles, la Sodex. L'entreprise n'aurait pas l'autorisation d'enfouir des déchets et, de toute façon, selon la législation française, les déchets de soins médicaux doivent être brûlés. La préfecture de la Marne a demandé à la Sodex de se mettre en conformité avec la réglementation et a saisi le procureur de la République pour « importation illégale de produits à risques et infraction à la législation sur les installations classées ».

M. Michel Picard, gérant de la Sodex, réfute les accusations de trafic illégal. « Sur la quantité de déchets plastiques en provenance d'Allemagne, explique-t-il, il peut y avoir quelques seringues qui proviennent de poubelles de particuliers. Rien de plus ». Enfin, M. Picard affirme que le stockage à Fagnières de déchets plastiques n'est pas interdit puisque sa société a obtenu, en juin 1988, un arrêté

préfectoral l'autorisant à entreposer des déchets élastomères et polymères. Cette affaire n'est pas une première. En novembre 1991, par exemple, plusieurs camions transportant des déchets hospitaliers en provenance d'Allemagne avaient été interceptés dans une décharge de l'Aube. D'une manière générale, les firmes allemandes, soumises à une réglementation de plus en plus draconienne, ont beaucoup de difficultés à se débarrasser de leurs déchets. Elles tentent donc de profiter de l'ouverture des frontières pour les expédier à l'étranger, notamment en France où les communes rurales trouvent leur profit à héberger des décharges.

Après avoir interdit cette pratique, au moins pour les « substances à risque », le ministère de l'environnement demande que soit adopté un principe simple : que chacun, en Europe, traite et valorise ses propres déchets. Mais ce souhait heurte un autre principe européen posé par l'acte unique : l'ouverture des frontières à la libre circulation des hommes, des capitaux et des marchandises. La France demande à ce que les déchets soient considérés comme « une marchandise exceptionnelle » et que son trafic soit soumis à autorisation préalable.

Incendies de forêt en Pologne, de vergers et de garrigue en Grèce. — Des incendies ont atteint plus de 3 000 hectares de forêt dans la région de Zielona-Gora (ouest de la Pologne) entre dimanche 9 août et mardi 11 août. Les sapeurs-pompiers ont été mis en « état d'alerte maximum » sur l'ensemble du pays. En Grèce, le feu a également ravagé plusieurs régions lors du week-end, notamment le Péloponnèse. A Stefania, près de Gythion, un incendie a réduit en cendres 1 200 hectares de vergers et 1 700 hectares de garrigue. Sur toute la Grèce, le bilan provisoire s'élève à 4 000 hectares de surfaces touchées. — (AFP)

### JUSTICE

L'incendie avait provoqué la mort de 20 personnes

#### Le polystyrène utilisé pour la construction des thermes de Barbotan n'était pas réglementaire

Plus d'un an après l'incendie des thermes de Barbotan (Gers) qui avait, le 27 juin 1991, provoqué la mort de vingt personnes parmi les curistes et le personnel, un rapport d'expertise, vraisemblablement dirigé par une des parties civiles, révèle l'utilisation, dans les cloisons du bâtiment, d'un polystyrène très facilement inflammable non conforme à la réglementation. Les conclusions de ce rapport, confirmées par le procureur du tribunal d'Auch, soulignent aussi la non-conformité de la construction qui ne permettait pas l'évacuation rapide de la totalité des occupants. Enfin, il indique que, selon

la réglementation, les travaux à l'origine du sinistre n'auraient pas dû être entrepris en présence du public. Actuellement, neuf personnes, parmi lesquelles des ouvriers et des entrepreneurs ainsi que des membres de la direction des thermes et de la chaîne thermique du Soleil, ont été inculpées (le Monde du 18 juin) par M<sup>me</sup> Nicole Bergougnan, juge d'instruction chargée de l'affaire. En juin dernier, l'Association des familles des victimes de Barbotan (AFVB) avait indiqué qu'elle attendait que soient « déterminées les responsabilités administratives ».

La lettre du président de la Cour de cassation

#### Deux organisations de magistrats se félicitent du « rappel à l'ordre » de M. Drat au monde politique

La lettre que M. Pierre Drat, président de la Cour de cassation, a adressée le 24 juillet au garde des sceaux et qui, en accord avec lui, a été rendue publique mardi 11 août (le Monde du 12 août), a été accueillie avec satisfaction dans les organisations syndicales de magistrats. Pour l'Union syndicale des magistrats, cette lettre résonne « comme un rappel à l'ordre solennel destiné au monde politique ».

« Les magistrats attendent donc plus que jamais une réforme du Conseil supérieur de la magistrature, organe chargé d'assurer l'indépendance du corps judiciaire, afin que celui-ci joue son rôle pleinement », ajoute l'USM dans un communiqué, qui s'en explique : « Ces derniers mois ont été marqués par des déclarations retentissantes de personnalités de premier plan, mettant gravement en cause la conscience et l'éthique des juges en France. Ces attaques ont parfois été dirigées contre la personne même des magistrats dans le but de les discréditer et d'affaiblir une justice qui parfois dérange ».

De son côté, l'Association professionnelle des magistrats « se réjouit » du « sévère et salutaire

rappel à l'ordre » adressé par le président de la Cour de cassation à « tous ceux qui, de la chancellerie à certains milieux politiques, cherchent à entraver le cours de la justice par d'inflames campagnes contre des magistrats qui ne font que remplir leur mission ».

« L'APM espère en particulier que cette semaine sera comprise de ceux qui, au sein de l'institution, se feraient, par zèle dévoyé, les complices de ces entreprises », ajoute ce syndicat dans un communiqué.

Sans contamine : deux avocats demandent aux députés de saisir la Haute Cour. — Après le procès du sang contaminé au tribunal correctionnel de Paris, M<sup>me</sup> Jacques Vergès et M<sup>me</sup> Éric Dupont-Moretti, qui, au cours d'un transfusé contaminé, avaient déjà porté plainte contre M. Laurent Fabius, M<sup>me</sup> Georgina Dufoux et M. Edmond Hervé, premier ministre et ministres au moment des faits, ont écrit, lundi 11 août, à chacun des 577 députés pour leur demander de saisir la Haute Cour de justice, instance qualifiée pour juger des responsabilités ministérielles dans l'exercice de leur fonction.

## Dans le prolongement du sommet de Rio

### Les pays du bassin méditerranéen s'interrogent sur les chances d'un « développement durable » de la région

A l'invitation de l'Aspen Institute Italia — association privée présidée par l'ancien ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, — une centaine de ministres, hauts fonctionnaires et hommes d'affaires du bassin méditerranéen se sont réunis récemment à Gênes pour prolonger la réflexion ouverte par la conférence de Rio et s'interroger sur « l'environnement et le développement durable en Méditerranée ».

#### GÈNES

de notre envoyé spécial

La conférence de Rio a laissé des traces amères dans le personnel politique italien. Carlo Ripa Di Meana, nouveau ministre de l'environnement, avait boudé le sommet de la Terre lorsqu'il était encore commissaire européen. S'il ne nia pas l'importance de la rencontre, il estime aujourd'hui ses résultats décevants, « tant pour les pays du Sud, qui n'ont pas obtenu d'argent, que pour les pays du Nord, qui ont refusé de s'engager ». Quant à Giorgio Ruffolo, l'ex-ministre de l'environnement, il souligne que « les Européens n'ont pas fait bonne figure à Rio, alors qu'ils auraient dû combler le vide laissé par les Américains ».

L'ancien ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, estime que Rio aura au moins permis de définir ce qu'est le « développement durable » (sustainable development). Et il propose à ses amis de se mobiliser : « La région méditerranéenne est l'endroit rêvé pour mettre en œuvre les décisions de Rio ».

Cinquante et un pour cent de la population européenne habite les pourtours de la Méditerranée, mais n'assurent que 46 % de la production du continent. Et en l'an 2000, 70 % de la population de l'Europe se trouvera au Sud. « Malgré la première rencontre de Barcelone, en 1976, cent vingt villes autour de la Méditerranée ne disposent d'aucun système d'assainissement », a rappelé M. El Mohamady Elid, du ministère égyptien de l'environnement. Son collègue tunisien, M. Mohamed Ennabli, rappelle que « les pays du nord sont adossés à des plaines riches et verdoyantes, tandis que nous sommes adossés au désert. Où est le développe-

ment durable lorsque la surindustrialisation se trouve d'un côté et la surpopulation de l'autre ? » Ce problème démographique obsède tous les participants

leur démographie, les pays du Sud ont une industrie de première nécessité, pour fabriquer par exemple du ciment et de l'acier. La course à la produc-



à la rencontre de l'Aspen. Par sa situation géographique, en effet, le bassin méditerranéen résume à lui seul la situation de la planète : une rive qui ne cesse de s'enrichir et une autre qui voit le nombre de pauvres se multiplier. Déséquilibre qui obère apparemment toute tentative de développement durable, faite de « changer de cap », comme le suggère Stephan Schmidheiny et le Business Council for Sustainable Development (1).

#### Des programmes

Pour Joseph Wheeler, directeur du programme « Intégration » à la Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement (CNUED), les exemples existent : « Il faut que l'Égypte et l'Algérie fassent comme la Corée du Sud. Ou encore, comme le Mexique, situé lui aussi à la fracture entre deux mondes ». Cette suggestion laisse sceptique le secrétaire général d'Elf Aquitaine, Raphaël Hadas-Lebel, qui rappelle que la population algérienne aura quintuplé entre 1950 et 2025. « Comment l'Algérie pourra-t-elle profiter d'un programme d'aide dans ces conditions ? » Michel Batiste, président du « Plan bleu » pour la Méditerranée, souligne une autre difficulté : « Du fait de

l'absence de petites fissures à la centrale nucléaire de Ringhals (Suède). — De petites fissures ont été découvertes dans la tranche n° 1 de la centrale nucléaire suédoise de Ringhals (à 500 km au sud-ouest de Stockholm), sur des canalisations transportant de l'eau radioactive vers le cœur du réacteur. La direction de la centrale a précisé, mardi 11 août, qu'aucune fuite radioactive n'avait été constatée. L'inspection nucléaire suédoise (SKI) avait autorisé le mois dernier le redémarrage de la tranche n° 2 de Ringhals, arrêtée pendant deux mois après la découverte de cinq fissures sur le couvercle du réacteur. — (AFP)

### EN BREF

Découverte de petites fissures à la centrale nucléaire de Ringhals (Suède). — De petites fissures ont été découvertes dans la tranche n° 1 de la centrale nucléaire suédoise de Ringhals (à 500 km au sud-ouest de Stockholm), sur des canalisations transportant de l'eau radioactive vers le cœur du réacteur. La direction de la centrale a précisé, mardi 11 août, qu'aucune fuite radioactive n'avait été constatée. L'inspection nucléaire suédoise (SKI) avait autorisé le mois dernier le redémarrage de la tranche n° 2 de Ringhals, arrêtée pendant deux mois après la découverte de cinq fissures sur le couvercle du réacteur. — (AFP)

Fuite radioactive dans un hôpital d'Oran, en Algérie. — Une fuite radioactive s'est produite, mardi 11 août, dans une unité radiologique du centre hospitalier universitaire d'Oran, à la suite d'une défaillance d'une bombe au cobalt de type C 60 utilisée pour le traitement des cancers. Selon l'agence officielle algérienne APS, le personnel médical de l'hôpital a été évacué et un cordon de sécurité mis en place autour du bâtiment. Un groupe de spécialistes de l'Institut nucléaire d'Alger a été dépêché sur place pour analyser les causes de l'accident et prendre les mesures de sécurité nécessaires. — (AFP, Reuters)

Le pape poursuivra sa convalescence dans les Dolomites. — Un mois après son opération d'une tumeur à l'intestin, le pape a été autorisé par ses médecins à quitter sa résidence d'été de Castelgandolfo et à poursuivre sa convalescence à la montagne. Le 17 août, Jean-Paul II se rendra à Lorenzago, dans les Dolomites, à une cinquantaine de kilomètres de Cortina d'Ampezzo, où il avait déjà passé des vacances en 1987 et 1988 et prévu de se rendre en juillet dernier. Mgr Matteo Duccoli, évêque de Belluno en Vénétie, a mis à la disposition du chef de l'Eglise une résidence de vacances pour séminaristes à Lorenzago. — (AFP)

L'Association des barreaux américains (ABA) s'oppose à toute législation qui restreindrait le droit à l'avortement. — L'Association du barreau américain (ABA), réunie en congrès à San Francisco (Californie), s'est opposée par avance, mardi 11 août, à toute législation fédérale ou locale, qui entraverait le droit des femmes à l'avortement.

Précisions. — Le cabinet de M. Pierre Mauroy nous prie de préciser, à propos de la commémoration de l'attentat de la rue des Rosiers, qu'outre MM. Jean-Marc Ayrault et Henri Emmanuelli, cités dans notre article (le Monde du 12 août), l'ancien premier ministre, qui était en fonction lors de cet acte terroriste, avait fait déposer une gerbe de fleurs.

Rectificatif. — Le prénom du maire de Barcelone, M. Mariagall, dont un cartouche a été publié par le Monde dans ses éditions du 11 août, n'est pas José, comme il a été écrit à la suite d'une réimpression maladroite, mais Pasqual.

**Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE** récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régissant la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire. Les manuscrits sont à adresser à : **L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR** 17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

PAUL SILVANI



## ARTS • SPECTACLES

ANNÉE RECORD DE FRÉQUENTATION A BROADWAY

## New-York chante et danse

Jamais Broadway n'avait connu un tel record d'affluence : plus de sept millions de spectateurs ont fréquenté cette saison l'un ou l'autre des théâtres de la spectaculaire avenue. Plusieurs raisons expliquent cet engouement : le retour de nombreuses stars sur la scène, comme Glenn Close ou Al Pacino ; un nombre sans précédent de créations dont l'extraordinaire « Faissetos », qui met en scène l'intrusion du virus du sida dans une famille juive new-yorkaise ; des ré-creations soignées des valeurs sûres du répertoire, comme « Guys and Dolls », et le succès qui ne se dément pas de certains hits créés de longue date, comme les « Miz » ou « le Fantôme de l'Opéra ».



« Faissetos » : l'ami (Stephen Bogardus) et le fils (Jonathan Kaplan) embarqués dans une drôle d'histoire de famille.

NEW-YORK  
correspondance

STARS et comédies musicales ont fait la loi cette année à Broadway. Selon la Ligue des théâtres et producteurs américains, Broadway, qu'on appelle aussi la Grande Artère blanche (Voie lactée du théâtre américain), aurait enregistré une recette de 292 millions de dollars pour la saison 1991-1992, record absolu de son histoire. Les salles ont accueilli 7 352 005 spectateurs (soit 35 000 de plus que la saison précédente). En un an, plus de nouveaux spectacles ont été produits qu'au cours des cinq dernières années - 37 contre 28 en 1990-1991 - dont 21 ont été créés entre février et mai, dans le temps pour une qualification pour les Tonys, décernés début juin. La deuxième partie de la saison fut donc exceptionnellement forte.

« Broadway », mot du vocabulaire universel du spectacle, a deux définitions. La première est géographique : Broadway est située dans les environs de Times Square, de part et d'autre de la 7<sup>e</sup> Avenue (et débordée parfois, selon les dictionnaires du spectacle, à l'ouest de la 8<sup>e</sup>). Ses limites sont la 42<sup>e</sup> Rue au sud et la 50<sup>e</sup> Rue au nord. La seconde définition a trait à la capacité de la salle : au-delà de 499 places, on est « Broadway », où que l'on soit dans Manhattan. En d'autres termes, si les portes du théâtre ouvrent sur l'aire géographique considérée, on ne l'est pas. Les incidences sont énormes sur les coûts de production, les rapports avec les syndicats de techniciens et les salaires des acteurs. « On » Broadway, les Oscars du théâtre s'appellent les Tonys ; « off », les Obies.

Les recettes records réalisées cette saison sont dues pour une part non négligeable à une augmentation du prix moyen du billet (3 dollars environ). Mais au moins deux raisons artistiques s'y ajoutent. D'abord l'afflux inhabituel de stars, souvent hollywoodiennes, venues se recycler « aux sources mêmes de leur art » - Glenn Close, Gene Hackman, Richard Dreyfuss dans « Death and the Maiden », d'Ariel Dorfman ; Jessica Lange et Alec Baldwin dans « Un tramway nommé Désir », de Tennessee Williams ; Alan Alda dans « Jake's Women », de Neil Simon ; Gregory Hines dans « Jelly's Last Jam » ; Larry Fishburne dans « Two Trains Running », d'August Wilson ; Al Pacino dans « Salomé », d'Oscar Wilde, en alternance avec « Chinese Coffee », d'Ira Lewis.

En second lieu, Broadway a accueilli un plus grand nombre de comédies musicales, pour lesquelles le prix du billet est, traditionnellement, plus élevé (65 dollars contre 50). Là encore, on distingue plu-



sieurs catégories : les spectacles immortels : « Cats », les « Misérables », le « Fantôme de l'Opéra ». Ceux plus récents mais bien partis pour durer : « Miss Saigon », « Grand Hotel », « Secret Garden », « The Will Rogers Follies » (Keith Carradine vient d'y être remplacé par la star du country, Mac Davis). Et parmi les nouveaux, tous ou presque sont conformes à la grande tradition (« Guys and Dolls », « Crazy for You », « The Most Happy Fella »). De rares exceptions à la règle : « Jelly's Last Jam » ou l'exceptionnel « Faissetos ».

Inspiré par les chroniques du journaliste-romancier Damon Runyon et connu des Français principalement pour « Blanches colombes et vilains messieurs », de Joseph L. Mankiewicz, « Guys and Dolls », tenu unanimement pour « l'événement majeur de la saison », dessine le portrait d'un New-York qui n'existe plus depuis les années 50 (s'il a jamais existé). Le New-York des jeux clandestins où les joueurs fauchés Nathan Detroit (Frank Sinatra au cinéma, Nathan Lane sur scène) n'a pas trouvé en quatorze ans le temps d'épouser sa maîtresse, la chanteuse de cabaret Miss Adelaide (Vivian Blaine/Faith Prince). Le New-York des escrocs

sympathiques où le beau gangster Sky Masterson (Brando chez Mankiewicz, ici Peter Gallagher, de « Sexe, mensonges et vidéo ») séduit Sarah Brown, la militante de l'Armée du salut (Jean Simmons/Losie de Gozman) en un week-end crapoteux - mambo et rhum-coca - à La Havane.

## Tout au premier degré

Dix-sept numéros musicaux - et rien que des tubes. Qu'il s'agisse de romance (« I've Never Been in Love Before ») ou de swing (les gangsters en communisme-jazz de « Sit Down, You're Rocking the Boat »), Révélation : Faith Prince en Miss Adelaide - jambes de Betty Grable, voix de Minnie petite souris. Le clou de la soirée : « Luck Be a Lady », où les voyous jouent aux dés dans les égouts de Times Square, un ballet particulièrement athlétique où les danseurs défient toutes les lois de la gravité. Démonstration éclatante d'un savoir-faire spécifique-

ment américain : ils dansent, chantent et jouent avec une habileté confondante - tout au premier degré, avec une innocence totale et un enthousiasme communicatif.

Plus qu'une reprise au sens traditionnel (lire péjoratif) du terme, il s'agit plutôt de rafraîchir un grand classique - le mérite en revenant, souvent, à de jeunes chorégraphes. C'est aussi ce qui fait le prix de « Crazy for You », un montage des inoubliables standards de Gershwin, qui se contente, malheureusement, de n'être que cela. Broadway-recyclage, tout comme le sympathique « Five Guys Named Moe », hommage un tantinet aseptisé au jazzman américain Louis Jordan.

Jelly's Last Jam dépasse de loin le recyclage. Le metteur en scène George C. Wolfe ne se contente pas d'enchaîner les grands morceaux de jazz composés par le pianiste Jelly Roll Morton (entrecoupés, comme le voudrait la tradition, par quelques dialogues biographiques) ; au contraire, il tente d'explorer la signification ethnique et politique de la musique aussi bien que la rage et la douleur exprimées - ou trahies - par la

danse, traitant ainsi du racisme vu de l'intérieur.

A la veille de sa mort (en 1941 dans l'oubli et la misère), Jelly Roll (Gregory Hines) se voit accorder une dernière chance de refaire le chemin de sa vie, de justifier ses actions, peut-être même de se racheter. Créole de La Nouvelle-Orléans, il avait la peau assez claire pour se faire passer pour Blanc (ou du moins le penser). Parti pour le Nord (en route vers la gloire), le succès le détourne de sa famille et surtout de ses racines. Il refuse de reconnaître que la source de son art réside dans la communauté black de La Nouvelle-Orléans et, par extension, dans l'Afrique tribale - et finit par lancer : « J'ai inventé le jazz ». Non, explique Chimney Man (Keith David), personnage en habit et haut-de-forme représentant soit la mort, soit son message, le blues est né pour diffuser, répandre l'histoire de la douleur d'un peuple. Hormis une confrontation (danse) entre Jelly Roll adulte et l'adolescent qu'il fut (Savion Glover, époustouflant) qui frole le grand numéro de music-hall, George Wolfe aborde Jelly's Last Jam presque comme s'il ne s'agissait pas d'un musical. Dangereux, mais réussi.



Ci-contre et ci-dessus : « Guys and Dolls » ; la New-York des jeux clandestins, des gangsters et des chanteuses de cabaret.

Le chef-d'œuvre indiscutable, cependant, tentative la plus audacieuse de la saison, c'est « Faissetos », qui traite de la famille, de l'homosexualité et du sida. « Faissetos » réunit deux pièces en un acte de William Finn : « The March of the Faissetos » (la Marche des Faussetts) et « Faissetoland », précédemment en 1981 et 1990 par le Playwright's Horizon, un théâtre-laboratoire off Broadway. « Faissetoland » reprend la Marche là où elle s'était arrêtée, mais les deux parties s'éclairent et s'enrichissent si bien mutuellement qu'il convient de parler d'une œuvre véritablement originale. Non plus deux pièces en un acte, mais une nouvelle pièce en deux actes.

Aux antipodes de la « Cage aux folles » (dont le tube « I Am What I Am » est devenu l'hymne quasi officiel de la communauté gay) « Faissetos » présente des homosexuels - hommes et femmes - divers et adultes ; la préoccupation majeure (et le ressort dramatique) n'est pas simplement la représentation d'une caste en lutte contre la bigoterie. Hormis, forcément, le petit Jonathan Kaplan (Jason) et Barbara Walsh (Trina), tous les acteurs, les trois hommes en particulier, ont repris les rôles qu'ils tenaient dans les productions originales. Phénomène rare au théâtre que ces onze années de fréquentation constante avec une œuvre, qui n'est pas pour rien dans l'approfondissement et la richesse qu'ils apportent à leurs personnages.

Dans le premier acte, situé en 1979, le personnage central de « Faissetos », Marvin (Michael Rupert), brillant, juif et tourmenté, quitte sa femme, Trina (Barbara Walsh), et son fils, Jason (Jonathan Kaplan), pour un homme, Whizzer (Stephen Bogardus). Whizzer est beau, à

moitié juif, dynamique, compétitif, mais Marvin découvre qu'il n'est pas de la sorte. A la fin de la première partie, Whizzer et Marvin se sont quittés ; Trina a épousé Mendel (Chip Zien), le psychanalyste de Marvin, et Jason s'efforce de trouver son équilibre d'adolescent, une tâche qui n'est pas facilitée « par le fait que [son] père est un homme ».

Marvin qui, au départ, « voulait tout », se retrouve « sans rien ». Ou presque. « Sorti du placard », il a appris à s'assumer, à accepter d'être ce qu'il est. Conseil qu'il transmet à son fils Jason dans le duo qui clôt le premier acte : « Chérie pour toi/Toi au long de ta marche/Tu seras, petit, un homme, petit/Quelle que soit ta chanson ».

Le deuxième acte élargit singulièrement le propos. Jason approche de sa première communion, sa bar-mitsva, ce qui permet à tous les autres personnages de rester en contact. Trina a du mal à concilier ses statuts d'épouse, d'ex-épouse et de mère. Mendel le psychanalyste se découvre des sentiments personnels ; Whizzer, qui s'est remis en ménage avec Marvin, se découvre vulnérable.

## Une nouvelle définition de la cellule de base

Deux ans se sont écoulés depuis le premier acte, et le ton est plus sombre. Comme le dit Charlotte, interne des hôpitaux et voisine du palier de Marvin, à sa compagne Cordelia : « Il se passe quelque chose de moche... Des célibataires arrivent, malades, terrifiés/ils parlent, des semaines plus tard, guère plus éclairés ». Nous savons qu'elle parle du sida, même si les personnages, eux, ne le savent pas. Lorsque Whizzer s'effondre sur un court de squash, on sait que le virus vient de frapper...

Ni héros ni victimes (des préjugés ou de la maladie), les homosexuels de « Faissetos », jamais kitsch, sont tour à tour aimables, agaçants, drôles, éminents, puérils, nobles. William Finn et son complice à la mise en scène, James Lapine, ne versent jamais dans le sentimentalisme. Au contraire, le final - « aida et bar-mitsva » - est à la fois poignant et drôle. En fin de compte, entre match de base-ball et première communion, Marvin a trouvé « [sa] famille bien soudée, [son] groupe qui harmonise ». Pas forcément celui qu'on envisageait au départ, mais tant pis, même s'il ne correspond pas à « la Famille selon saint Dan Quayle ». Pour garder les pieds sur terre quand le sol se déroge, ne convient-il pas d'ajuster la définition de la cellule de base ?

Pour Broadway, royaume des « blockbusters », « Faissetos » est presque une incongruité : une comédie musicale qui traite d'un sujet grave, une œuvre intimiste, sans superstars ni overdose de « gimmicks » spectaculaires (hélicoptère de « Miss Saigon », le chandelier du « Fantôme », la soucoupe volante de « Cats », etc.). Signe avant-coureur d'une évolution intéressante ou exception confirmant la règle ? A 50 ou 60 dollars la place, le spectateur préférera souvent - et c'est concevable - jouer les valeurs sûres : un titre connu, des stars, un nombre raisonnable de danseurs et de chanteurs, des décors, des costumes, des lumières.

Le public plus jeune, plus susceptible de jouer la carte de l'aventure, n'est d'aucun poids : il n'a pas les moyens de payer le prix des places. Ni parfois même l'envie. D'autant que, sur le plan musical, Broadway paraît avoir raté le coche. Ignorant ou réjetant, délibérément, le rock et tous ses avatars (jusqu'au rap), elle semble cesser de vouloir être une arène vivante et prend le risque de devenir un musée. Bien fréquenté, parfois même abondamment, mais musée tout de même. Étrange paradoxe en un temps où, justement, acteurs, chanteurs, danseurs, metteurs en scène ou chorégraphes, fournissent plus que jamais de jeunes talents.

HENRI BÉHAR



## REVUES DE CINÉMA

# Moisson d'été

★ **L'Amateur** (Revue critique de cinéma, bimestriel). 42 pages. 20 F.

**Locarno (Suisse), Festival international du film de Locarno (jusqu'au 15 août) :** le programme est déjà bien entamé, mais il reste beaucoup à voir. Compétition, projections sur écran géant de la Piazza Grande de Locarno, semaine de la critique, événements spéciaux (« Le cinéma suisse retrouvé »), et une intégrale de Mario Camerini. Tél. : (09) 41-93-31-02-32.



هكذا من الرجل



# CULTURE

## *L'Été festival*

## MUSIQUES

# Les rêves-évasions de Janacek

« De la maison des morts » dirigé par Abbado et mis en scène par Grüber. Une merveille

**SALZBOURG****envoyée spéciale**

Ils ont le crâne rasé au des crêtes d'Iroquois, ils sont tous semblables, interchangeables; ils sont toujours tous allongés, usent tous d'énergie, marchent d'un pas lent; ils ont le temps, le temps. Ce sont des déportés de Sibirie dont Dostoevski a partagé la vie pendant 12 ans et dont il a consigné les récits, recueillis journalistiquement et réunis dans un document, le premier témoignage de la vie sur un goulag avant la lettre. *Mardi de la semaine des morts*

De la maison des morts est le dernier opéra de Janáček, l'ouvrage le plus caractéristique du compositeur tchèque. C'est un travail qui renouvelle le rapport de la fosse à la scène, dans un rejet de l'illusion lyrique, d'une « belle histoire », du sujet flatteur, de la peinture d'une vie humaine, des hommes qu'il n'y a pas à leur qu'ils devraient être. Succèdent des dialogues apparemment dénués d'intérêt (scènes prises au jour le jour, signifiant la vieillesse, la mort, la vieillesse qui ennoient tout à une quatre fois dans la scène du seul but de tromper leur ennuï, de la maison des morts, le seul opéra de l'histoire où il ne se passe pas dans les critères conventionnels. Ni amour, ni intrigues, ni jalousie, ni explosion de sentiments violents. C'est même un opéra qui finit plutôt par la prière du polonais qu'on s'attendait à ce qu'on maitresse se faire torturer au premier acte est ramené au fait à la fin du spectacle. Ce personnel pourrait lui faire plaisir. Mais le fait est l'adaptation est lui)

a voulu le nommer plus simplement Alexandre Goryantchikov. Il n'est pas dans l'air. En 1926, la mise en chantier de l'ouvrage, la prison se fabrique plus vite que pour l'opéra.

Comme le plus grand des grands lyriques, Janacek (*JAHA*) Macropoulos, Janacek, le plus grand Wozzeck actuel, ne peut être irrésistiblement, *De la maison* ne mène ni dure environ qu'une heure trente. C'est ne facilité pas un *Wozzeck* dans les grandes maisons où l'on chante. Aucun opéra de Janacek n'avait jamais, en *Wozzeck*, représenté au Festival de Salzbourg. Gérard Mortier, nouvellement nommé directeur du Festival de Salzbourg (le 12 août, a se renverser d'un coup les préjugés, et les ignorances qui ont provoqué l'exclusion. Grâce à Klaus Michael Grunert et à Klaus Abbado, un metteur en scène de génie et un chef plus inspiré, Janacek quand il n'est pas sur un terrain si prédictible, est devenu un *Wozzeck* qui ne se laisse pas démolir. C'est indéniablement, avec le *Wozzeck* de Chéreau, le spectacle le plus beau de l'année.

... fait de quoi ? D'hommes seule-  
 ment. Vite, blanc, terre, et l'air  
 vareuse. Ils sont un  
 avant des individualités, les  
 alors souvent par onomoto-  
 pées, et les femmes.  
 ces murmures de tenues  
 instrumentales, et frisson-  
 nement dissonant. C'est  
 chœur des anges, on le jurerait. Bien  
 sûr, ils ont tué, les ailes  
 comme celles de l'aigle  
 qu'ils ont attrapé au premier  
 Leur cœur est sec comme du  
 (un grand chêne foudroyé) le

en fait de décor destiné par le scénographe Arroyo pour le premier acte). Pourtant il ont gardé l'envie de «réver leur vie» en jouant (au second acte, dans la représentation théâtrale) ou en «révélant» (ces fameux «récits», longs monologues en tragédie). Métaphore sur l'imaginaire-roi, le rêve-évasion — l'art, simplement. — De la folie des compositeurs de la foi d'un compositeur de soixante-douze ans, de la création, mais dans l'humanité, c'est cousable.

Comment l'intérêt naît ■ banal, du vulgaire, du rien, ■■ que montrent admirablement Arroyo ■ Grüber. Avec une palissade barrait ■ sur la première, une palissade ■ fumée sur la mer, deuxième, un soleil ■ minuit blafard, une débauche de couleurs et tout un mur de fêtes de mort pour la pantomime centrale, un hôpital sans lits enfin, une agonie ■ même le sol, des hurlements de bêtes sur une mélodie orchestrale d'un lyrisme ineffable, et à nouveau la cour, la routine, des corbeaux perchés sur le grand chène, la ligne guéri ■ revolvant à tire-d'ail, le chœur criant « *Liberté!* » avant de se ■ sur son travail, sur un roulement tranchant de ■ clair. Pas de fioritures, le respect ■ toutes les indications scéniques du livret. Une ■ « *violations* » dont la beauté laisse pantoient : d'un côté de Grüber et de ses décorateurs. On oublie de breux incandescences matérielles, dans la lumière ou l'assise du décor. La grande salle du Festspielhaus et ses techniciens n'ont peut-être pas été habitués à tant de subtilités. Aux



**Philip Langridge (à gauche) et un choriste.**

chanteurs, le texte et ses inflexions. Ils sont tous magnifiques, de Barry Mac Cauley (Filka) à Nicolai Ghiurov (le prisonnier politique), du grand Philip Langridge plus encore (Skuratov) à Elizabeth Svanlyt, jeune *mezzosoprano* polonaise qui on a beaucoup vue ■ Bruxelles et qui fait ici un triomphe dans le rôle travesti d'Alecia

A l'orchestre, la narration et toutes ses implications, atmosphériques, psychologiques, gestuelles, émotives, et jusqu'à ces motifs de violons saugius qui ressemblent à des points d'interrogation. Qui, c'est l'orchestre qui chante l'action, dans ce mélange de *réalisme* et de *métaphysique* que permet seule la musique pure, celle de Beethoven, celle de Janáček. D'ailleurs le poème symphonique qui sert de prologue à *La Maison des morts* fut d'abord écrit sous forme de concerto pour violon.

Absolument maître, malgré l'émbrication des rythmes et des motifs, d'une Philharmonie de Vienne loi de ses marques (quelques intonations douteuses en témoignent), Claudio Abbado refuse de l'ouverture le tragique un peu euphémique qui marque l'enregistrement de Macbeth avec le même orchestre (Decca). La partition se déroule avec une clarté presque déboussée, illuminée par une force tout intérieure, jamais péremtoire, jamais crispée; souple comme la pensée, figée comme le rêve. Ces rêves qui vous obsèdent des jours entiers.

**ANNE REY**

## ARTS

## La Côte d'Azur de Matisse

## Deux expositions pour retrouver le peintre au travail dans la lumière du Midi

**DONATION MARIE MATISSE**

**Nice**

**CHA**  
d'Vecca

Le Midi, Matisse, n'il réduit au fil du trait, la couleur linéaire, la forme-tache, la simplicité solaire, a dévoré détail, n'en passe moins identifiable. Tout **Bonnard** du Cannet, celui de Matisse est la **Nice**, dont il aimait la lumière argentée, la colline de Cimiez, où il installa son atelier, et de Vence, où « *beaux panaches des palmiers* » remplissaient les *salons* de sa villa « *le Réve* ». Trente-huit ans après son mort, deux expositions consacrées à **Matisse** sur **Côte d'Azur** le ramènent dans une **Nice** qui n'est plus du tout l'observateur

A Nice, la galerie des Ponchettes, la municipalité affective ajoute à l'exposition qu'est la présentation de la récente donation Marie Matisse. Le peintre lui-même avait souhaité la transformation de la mairie municipale de son ancien quartier de la ville.

la nouvelle activité artistique, le bâtiment avait été inauguré, en 1950, par une exposition de **Marcel Broda** et donc là **Marcel Broda** sur ces **Marcel Broda** au fusain et à l'encre, ces eaux-fortes, ces lithographies, ces linogravures qui **Marcel Broda** vrent ses **Marcel Broda** enées. On voit au travail des **Marcel Broda** feuilles, des **Marcel Broda** des coquillages avec un souci documentaire. Les **Marcel Broda** d'Europe, les flammes et les danseuses, les exotiques pourrnt bien **Marcel Broda** parallèlement au postérieurement de ce **Marcel Broda** d'un seul **Marcel Broda** qui est l'art suprême **Marcel Broda**. Mais ils **Marcel Broda** doivent **Marcel Broda** leur évidence à ces **Marcel Broda** d'ailleurs.

L'œil d'André Breton à suivre la trace  
qui trace un nu féminin comme  
une suite de courbes et un visage  
comme une poterie pleine et lisse  
qui fixe un geste fluide d'un seul  
parapluie traite le modèle comme  
un feuillage d'arabesques dans la  
fenêtre d'un jardin. On suit  
ainsi les étapes d'un dépouillement  
au fil duquel un nu féminin sujet  
des portraits devient une composition

ques ~~des~~ transformations ~~l'existence~~  
que ~~l'existence~~ fait subir à ce qu'il  
regarde.

Ces jeunes femmes, toutes les  
habituées pour le harem de  
l'empereur, ont voyagé de la pen-  
sée. La robe comprend le col-  
let et ces déguisements : gar-  
dour, tunique, bonnets mauresques,  
il y aussi blouse romaine, manteau  
chinois, robe persane, soieries  
indiennes... Quand sera l'in-  
fluence du monde ? C'est à l'im-  
pression - les travaux d'agrandir  
terminés en 1973 - il évoquera sans  
doute l'intimité d'un siècle du  
dix-neuvième siècle !

Une étude sur saint Dominique figure parmi les expositions de Ponchettes. Il y en a plusieurs. Vence, à la Fondation Emile-Hughes. On y réunit là les préparations à la réalisation de la chapelle dominicaine, qui fut inaugurée en 1951 et n'a cessé depuis d'être un lieu de pèlerinage artistique. On disait qu'elle avait pour lui « la floraison d'un effort énorme, sincère et difficile ». C'est la germination qui est en cause : pour les œuvres.

ques, les vitraux, les ~~croquis~~ croquis  
ou d'observations.

Ces ~~travaux~~ du ~~travail~~ heu-  
reux mis en relation avec  
l'époque de Venise,  
la Nature des grenades.  
Le fauvel rocaille,  
enroulées découpées,  
pochoir de Jazz. Un petit autopo-  
nisme dans cette interrogation  
manuscrite à un ami :  
« Reconnaitras-tu le joyeux lion qui  
faisait l'apage nocturne ? » Ce  
joyeux lion, au  
vie, a conçu ici une chapelle à la  
fraîcheur des  
ou jaunes ornées feuilles  
pour l'iturgie du printemps.  
piété.

**JEAN-JACQUES LERRANT**

► « Henri Matisse : la chapelle de Vence », Fondation Emile-Hughes, Musée de Vence, jusqu'au 30 octobre.

ses **thèmes** sont autant de **modèles** dédiés au corps des modèles. Il fuselle les cuisses et les bras, il arrondit têtes et poitrines en hémisphères, il élargit les hanches et muscle les épaules, il amplifie le volume des chevelures et les métamorphose en couvertures — manière de suggérer la royauté de ces nus, si petits de taille et d'une monumentalité si visible. **Des** **œuvres** Ainsi les *Deux Nègres*, la *Serpentine* et *Le Nu*, appuyés sur les mains, **se** **trouvent** en arrière ou en avant, les cuisses et les seins **en** **avant** pointant en avant.

**Quand le prince le sollicite,**  
quand Picasso répond par l'angle à ses arabesques, c'est à ces formes géométriques — femmes-triangles, Matisse, un moment, esquisse un ralliement. Il aime la géométrie : son tour de construire ses figures par angles droits et plans aux intersections linéaires. Il pourrait découper dans la masse organique des cubes et des prismes. Il s'y risque. Le profil d'un nez change en pointe, la quatrième version du Dos obéit à la symétrie, les surfaces sont plus plates, le bronze se fixe plus l'impressionne des doigts mais le message est lame.

croît à la conversion. On y croirait mieux si Matisse n'avait exécuté plus tard, et jusque dans les dernières années de sa vie, d'autres

mus où la volupté du volume ne se  
contraint plus. Décidément, le  
sculpteur joue et jouit d'une liberté  
sans retenue. Il lui arrive d'oser plus  
vite, de s'exprimer plus fortement  
dans la terre — le métal — sur la  
toile. Il est alors admirable et l'égal de  
nos maîtres, Rodin évidemment,  
Cézanne, moins le Cézanne bâtisseur  
des *Grandes Baigneuses* que  
celui du trouble des *Tentations* à  
saint Antoine et autres *Luttes d'amour*.

En 1933, Matisse illustra les  
poésies de Mallarmé. Parmi elles,  
l'une le reinte plus longtemps, *L'Apré-  
midi d'un faune*. Sa sculpture est à  
l'image de cette prédilection, collec-  
tion de nymphes, égoïsme du plaisir et  
de son attrape.

**PHILIPPE DAGEN**  
► Musée des beaux-arts, rue  
Cité-Paul, 30000 Nîmes; tél.:  
66-76-70-76. Jusqu'au 31 août.  
► Une exposition se tient simu-  
ltaément au Musée du Cartou-  
si-Cambrésis, pour les rap-  
ports de Matisse et de Baude-  
laire, dans l'artiste illustre  
Fleurs du mal. (Musée Matisse,  
paleis Fénelon, 59360. Le  
Cateau-Cambrésis; tél.:  
27-84-13-15. Jusqu'au 27 sep-  
tembre.)

## En relief

**Suite de la première page**

Mais il y a là aussi – et l'on ne peut le faire – une statue murale montrée, juste à côté, au socle d'une œuvre qui paraît laider, lui est elle-même conçue pour la présentation des bronzes dans les salles du musée Matisse de Nice, et l'exposition étant prêtée par cet établissement, ces accessoires sont venus jusqu'à Nîmes, où leur pesanteur s'exprime rudement avec l'élegance épurée des aménagements par Wilmette. Mais socle est-il le mot ? Juste ! Il faudrait dire plâtre, monument en plâtre. Imaginez un parasol sur un socle, et vous avez cela, dur et lourd. Les Rances de cette masse sont adornées de gros bouillons chromés étincelants. A quoi servent ces bouillons ? Peu importe, ils brillent, cela suffit.

Le parallélépipède ayant sans doute semblé un peu trop simple a été surmonté d'une dalle de pierre marbrée de couleur crèmeuse. Les bronzes reposent sur ces plateaux. Les vis coiffes de ronds de bois qui les défendent contre la poussière, les couvrent d'air et l'admiration que calme des sculptures.

Ce décor mussolinien convient  
qu'aux plus mauvaises œuvres de

REMAINDER NOT FOR SALE

# Le Monde DES LIVRES

## Le Monde ABONNEMENTS VACANCES

(Vous êtes abonné(e))

**FAITES SUIVIRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES**  
*Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin ci-dessous sans oublier de nous indiquer votre numéro d'adhésion (pour connaître sa répartition en franc et à gauche de la suite de votre journal).*

VOTRE NUMÉRO D'ADHESION : \_\_\_\_\_

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métro-franc uniquement)

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Votre adresse de vacances :

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

(Vous n'êtes pas abonné(e))

**RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES.**

Renvoyez-nous au moins 15 JOURS à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement

DURÉE	FRANCE	LOUEE	FRANCE
2 semaines (13 n°) .....	78 F	2 mois (52 n°) .....	309 F
3 semaines (19 n°) .....	114 F	3 mois (78 n°) .....	450 F
1 mois (26 n°) .....	156 F		

**VOTRE ABONNEMENT VACANCES :**

Durée \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

**VOTRE ADRESSE DE VACANCES :**

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

**VOTRE ADRESSE HABITUELLE :**

Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

**VOTRE RÉGLEMENT :**    ☐ Chèque Joint                  ☐ Carte Bleue N° \_\_\_\_\_

Expire \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires \_\_\_\_\_

A envoyer à « **LE MONDE** », Service abonnements,  
1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

201 M33 02

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO











## BOURSE DU 12 AOUT

## Règlement mensuel

**COMPTANT** (selection)

**SICAV** (sélection)11/8

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ← : prix précédent - m : marché continu

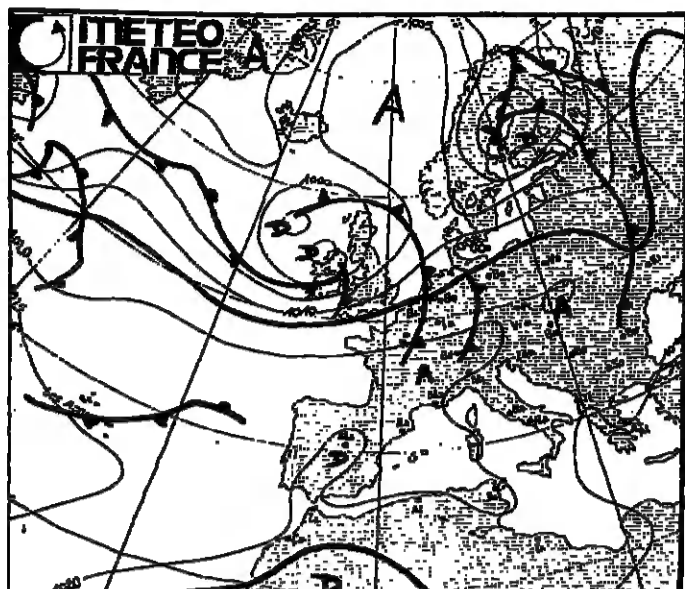




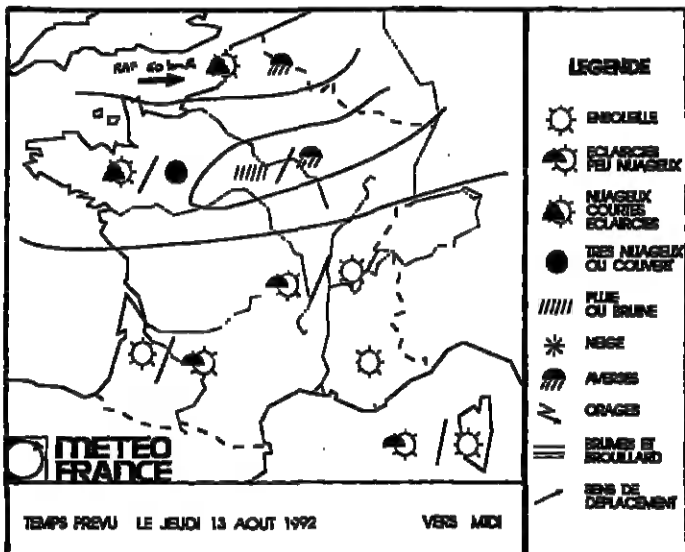


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 13 AOÛT 1992

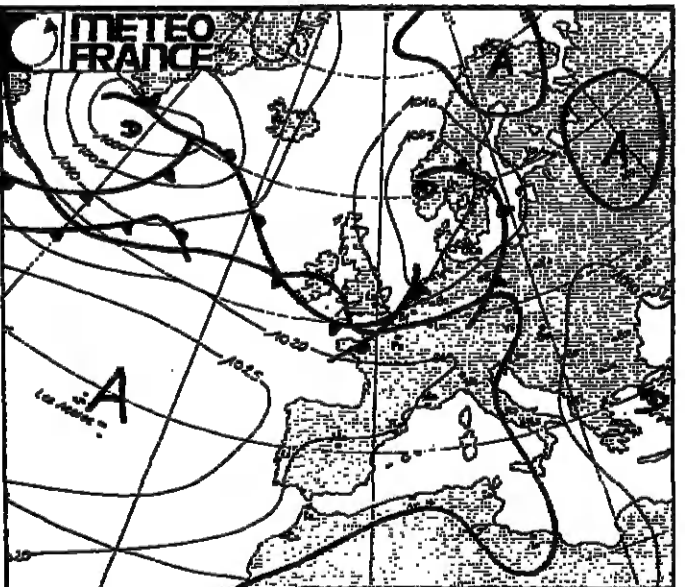


Jeudi : maussade au Nord, ensoleillé au Sud. Sur l'ensemble des régions de la moitié nord, les nuages resteront abondants tout au long de la journée. Sur les Pyrénées, un orage n'est pas à exclure en fin de journée. Les températures seront assez fraîches sur la moitié nord, dans les

normes ailleurs : les minimales seront généralement comprises entre 13 degrés et 16 degrés (18 degrés à 20 degrés sur le pourtour méditerranéen), et les maximales entre 19 degrés et 24 degrés au Nord, entre 24 degrés et 30 degrés au Sud.

Le vent de sud-ouest soufflera assez fort sur les côtes de la Manche, ainsi que le mistral et le vent d'ouest en Corse (rafales jusqu'à 60 kilomètres/heure) ; ailleurs, le vent soufflera plus modérément.

PRÉVISIONS POUR LE 14 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
Valeurs extrêmes relevées entre le 11-8-1992 à 18 heures TUC et le 12-8-1992 à 6 heures TUC

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG	22	12	C
ALGER	20	17	D		
BARCELONE	20	15	C		
BORDEAUX	21	12	D		
BRESCIA	22	12	D		
BREST	20	16	N		
CADIX	23	13	N		
CHERBOURG	20	15	C		
CLERMONT-FERRAND	21	11	D		
DJON	21	11	N		
GRENOBLE	25	13	N		
LILLE	22	14	D		
LIMOGES	20	16	D		
LYON	25	12	D		
MARSEILLE	29	18	D		
NANCY	21	13	C		
NANTES	21	13	C		
NICE	27	18	D		
PARIS-MONTS	22	15	D		
PAU	20	16	C		
PERPIGNAN	21	17	N		
RENNES	21	15	C		
STRASBOURG	24	11	D		
TOULOUSE	25	13	N		

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Données publiées avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

# RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 12 août

### TF 1

- 20.45 **Téléfilm** : Les Mythes de la jungle noire. De Kevin Connor, avec Stacy Keach, Vima Lali (1<sup>re</sup> partie). Aventures dans l'empire des Indes, d'après un roman d'Emilio Salgari.
- 22.40 **Série** : Mike Hammer. Assassins sur commande.
- 23.35 **Journal et Météo**.
- 23.40 **Série** : Chapeau melon et bottes de cuir. La Grande Intérogation.
- 1.05 **Série** : Passions.

### A 2

- 20.40 **Jeux sans frontières**. Emission présentée par Daniele Lombroso et Georges Bellet. A. Sivas, au Pays de Galles. Thème : L'histoire d'Albert Einstein.
- 22.10 **Opéra** : La Flûte enchantée. De Wolfgang Amadeus Mozart, livret d'Emmanuel Schikander, mise en scène de Roberto de Simone, avec Brian Knott, Patrick Power, Charlotte Margiono, Helena Vink, Gail Le Roi, Karsten Mewes, le Chœur et l'Orchestre national de Bordeaux-Médoc. Enregistré en janvier 1992 au Grand Théâtre de Bordeaux.
- 0.45 **Journal et Météo**.

### FR 3

- 20.45 **Téléfilm** : L'Étrange Histoire d'Emilie Albert. De Claude Boissol. Emilie, qui s'est dévouée toute sa vie pour les autres dans son village, réclame un peu plus de considération et d'affection.
- 22.15 **Journal et Météo**.

### TF 1

- 13.35 **Feuilleton** : Les Faux de l'Amour.
- 14.25 **Feuilleton** : Côte Ouest.
- 15.20 **Série** : Le Gang des tractions.
- 16.45 **Club Dorothée vacances**.
- 17.40 **Série** : Loin de ce monde.
- 18.05 **Série** : Premiers balcons.
- 18.35 **Jeu** : Une famille en or.
- 19.00 **Feuilleton** : Santa Barbara.
- 19.20 **Jeu** : La Roue de la fortune.
- 19.50 **Divers** : Pas folles les bêtes.
- 20.05 **Tirage du Tac-O-Tac**, **Journal**, **Tiercé**, **Météo**, **Loto sportif** et **Tapis vert**.
- 20.45 **Téléfilm** : La Rafarandine tragique. De Tim Bursall, avec Lindsay Wagner, Tom Sizemore.

- 22.20 **Magazine** : Rumeurs. Proposé par Christophe Decheval, Stéphane Courbit, Pascal Duchêne. Présenté par Marine Jacquemin, Gilles Schneider et Jean-Noël Kapferer. Invité : Daniel Toscani du Plantier. Rumeurs : ne pas se mettre sous un arbre pendant un orage ; Les Noirs ont un gros « zizi » ; Les vipères dans les collines ; La Mésénie de Matthew Roberson.
- 23.20 **Documentaire** : Histoires naturelles. Au clair de la lune, nature sous influence.
- 0.15 **Journal et Météo**.

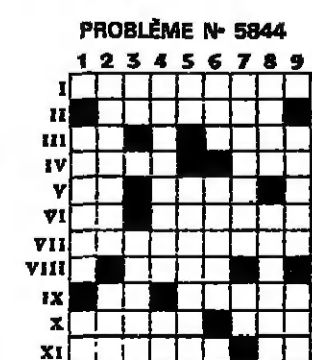
### A 2

- 13.40 **Série** : Les Cinq Dernières Minutes.
- 15.05 **Série** : Coup de foudre.
- 15.30 **Tiercé**, en direct d'Enghien.
- 15.45 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 16.10 **Série** : L'Équipe du Poney-Express.
- 16.55 **Magazine** : Giga.
- 18.25 **Série** : Magnum.
- 19.50 **Météo**, **Journal**, **Journal des courses** et **Météo**.
- 20.40 **Documentaire** : Des trains pas comme les autres. De François Gall et Bernard d'Abbeville. Vietnam du nord au sud.
- 21.35 **Série** : Histoires fantastiques. La Mésénie de Matthew Roberson, avec John Scott Clough, Lisa Jane Persky ; A 22.05, Un fic en moins, de Paul Michael Glasser, avec Max Gail, Kate O'Neil.
- 22.35 **Drive In** : La Chute d'un caïd. ■■ Film américain de Budd Boetticher (1960). Avec Ray Danton, Karen Steele, Elaine Stewart.
- 0.25 **Journal et Météo**.

### FR 3

- 13.25 **Les Vacances de Monsieur Lulu**.
- 14.50 **Série** : Pas de répit sur planète Terra.
- 15.40 **Série** : La Grande Vallée.
- 16.30 **Variétés** : 40 à l'ombre.
- 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion.
- 19.00 **Le 19-20 de l'information**.

## MOTS CROISÉS



### HORIZONTALEMENT

- I. Sciemment commis par Zola. ■■
- II. Pas encore convaincu. ■■
- III. Se montra édifant sa vie durant (épété). Mis à la porte. ■■
- IV. Mau-

vais, quand il s'agit de la perdre. N'a jamais le geste large. ■■ V. Artiste. Mort, il n'est pas respecté. ■■ VI. Morceau de porc. Parfois qualifié de charmante sur un ton ironique. ■■ VII. Habillerait la vérité. ■■ VIII. En Thessalie. ■■ IX. Facturé par un coolie. En France. ■■ X. Rechercher la juste mesure. S'entend de loin. ■■ XI. Accidents dans une montée. Conjonction.

**VERTICALEMENT**

- I. Se noterait dans un verre d'eau. Pare de jumelles. ■■
- II. Ce que recherchent ceux qui chantent. Il n'est pas nécessaire d'attendre qu'elle soit vieille pour la respecter. ■■
- III. Symbole. Vite trouvée quand on la cherche. ■■
- IV. Il ne lui viendrait pas à l'idée d'offrir un verre. Préposition. ■■
- V. Lettre. A des ailes. ■■
- VI. Lettres de Malaparte. Te

classeras parmi les primates. ■■

**Solution du problème n° 5843**

**Horizontalement**

- I. Imprimeur. ■■ II. Navet. Ag. ■■ III. S.R. Cult. ■■ IV. Église. N.O. ■■ V. Cu. Sor. Eu. ■■ VI. Ténies. ■■ VII. Ions. Ah ! ■■ VIII. Vi. Né. Ero. ■■ IX. O.T. Tendu. ■■ X. Réa. Torus. ■■ XI. Blessée.

**Verticalement**

- I. Insectivore. ■■ 2. Marguerite. ■■ 3. P.V. Ti. Ab. ■■ 4. Révision. ■■ 5. IT. Sonnette. ■■ 6. Cérés. Eos. ■■ 7. Eau. Enns. ■■ 8. Ugine. Ardue. ■■ 9. Retoucheuse.

GUY BROUTY

- 21.10 **Opéra** : De la maison des morts. Opéra en trois actes, de Leo Jancsek, d'après Dostoyevski, par l'Orchestre philharmonique de Vienne et l'ensemble des Chœurs de l'Opéra de Vienne, dir. Claudio Abbado ; sol. : Nicolai Ghiaurov, Ekaterina Semakova, Barry McCauley ; mise en scène : Klaus Michael Gruber. Enregistré lors du Festival de Salzbourg.
- 23.10 **Danse** : Le Héros, la Mort et la Danse. Chorégraphie de Maurice Béjart.

## FRANCE-CULTURE

- 20.55 **Vent d'Est ?** ■■ Rencontres d'écrivains francophones : où allons-nous ?
- 21.55 **Poésie sur parole**. Guennadi Aigui (tradit.).
- 22.40 **Musique** : Nocturnes. A travers chants. 3. Toutes formes, toutes voix. Œuvres de Frédéric Chopin, Monteverdi, Liszt.
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : Coda. Le Théâtre du Splendid et ses couples (3), (tradit.).

## FRANCE-MUSIQUE

- 19.08 **Soirée concert**. La soirée de Denise Bahous. A 19.30, Concert (en direct de la radio autrichienne) : La Valse de l'empereur op. 437, de J. Strauss ; Concerto pour violon et orchestre, de Berg ; Symphonie n° 4 en sol majeur, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, dir. Esa-Pekka Salonen ; sol. : Kyung-Wha Chung, violon ; Barbara Hendricks, soprano. A 22.00, œuvres de Schubert, Mozart, R. Strauss.
- 0.05 **Bleu nuit**. Django Reinhardt, Stéphane Grappelli, Sarah Vaughan, Court Baile, Lou Levy.

## Jeudi 13 août

- 20.05 **Dessin animé** : Tom and Jerry Kids.
- 20.15 **Divers** : La Classe.
- 20.45 **Cinéma** : Un monde à part. ■■ Film britannique de Chris Menges (1988). Avec Barbara Hershey, Judith May, Linda Mvusi.
- 22.40 **Journal et Météo**.
- 23.00 **Théâtre** : La Haut-de-forme. Pièce d'Eduardo de Filippo, mise en scène de Jacques Nichet, avec Isabelle Candelier, François Toussaint, Dominique Parent.

## CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 13.30**
- 12.35 **Documentaire** : La Planète des enfants oubliés. De Valérie Samadino.
- 13.30 **Cinéma** : Green Card. ■■ Film américain de Peter Weir (1990).
- 15.35 **Cinéma** : Big Top Pee Wee. ■■ Film américain de Randal Kleiser (1989). Avec Pee Wee Herman, Valerie Golino, Kris Kristofferson.
- 17.00 **Magazine** : L'Œil du cyclone.
- 17.35 **Série** : Du côté de chez Alf.
- 18.00 **Cinéma** peluche.

- En clair jusqu'à 20.35**
- 18.30 **Dessin animé** : Beetle Juice.
- 18.55 **Le Top**.
- 19.30 **Flash d'informations**.
- 19.35 **Dessin animé** : Les Simpson.
- 20.00 **Les Nuits... l'émission**.
- 20.35 **Cinéma** : Moon 44. ■■ Film germano-américain de Roland Emmerich (1990). Avec Michael Pare, Lisa Eklund, Malcolm McDowell.
- 22.10 **Flash d'informations**.
- 22.15 **Cinéma** : Les Indiens. ■■ Film américain de David Ward (1989). Avec Tom Berenger, Charlie Sheen, Corbin Bernsen.

- 0.00 **Cinéma** : Premiers pas dans la Mafia. ■■ Film américain d'Andrew Bergman (1988). Avec Marlon Brando, Matthew Broderick, Bruno Kirby (v.o.).

## M 6

- 13.50 **Série** : Les Années FM.
- 17.15 **Magazine** : Culture rock (et à 1.05).
- 17.35 **Série** : Brigade de nuit.
- 18.30 **Série** : L'Étalon noir.
- 19.00 **Série** : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 **Six minutes d'informations**, **Météo**.
- 20.00 **Série** : Madame est servie.
- 20.35 **Surprise-partie**.
- 20.38 **Météo des plages**.
- 20.40 **Téléfilm** : Tant qu'on a la santé ! De Steve Stevens, avec Andrew Stevens, Gary Fitzgerald.
- 22.25 **Série** : La Malédiction du loup-garou.

- 23.25 **Magazine** : Le Glaive et la Balance. Justes et vici.
- 1.00 **Six minutes d'informations**.
- 1.30 **Documentaire** : World Philharmonic Orchestra.
- 2.25 **Rediffusions**.

## ARTE

- 17.00 **Cinéma** : Le Marchand des quatre saisons. ■■ Film allemand de Rainer Werner Fassbinder (1971). Avec Hans Hirschmüller, Imi Hermann, Hanna Schygulla.
- 19.00 **Documentaire** : Le Monde des années 30. De Dieter Franck. 7. La vaste monde et l'étrange liberté du Japon.
- 19.25 **Documentaire** : 13 août 1961, le mur de Berlin.
- 19.40 **Documentaire** : Quelle justice ? De Klaus Saige.
- 20.30 **8 1/2 Journal**.
- 20.40 **Soirée thématique**. Festival de musique d'été.
- 20.41 **Concert** : Festival de Glasgow 1990. Avec Wit Wit Wit, Rod Stewart, David Byrne, Simple Minds, Jimmy Sommerville, Les Négresses vertes et La Mano Negra.
- 23.00 **Concert** : 5<sup>e</sup> Sommet de jazz de Stuttgart, juillet 1992. Avec Jan Garbarek Group, Chick Corea and Friends, Dauner-Mangelsdorf Quartet et John McLaughlin Trio.

## FRANCE-CULTURE

- 20.55 **Vent d'Est ?** ■■ Rencontres d'écrivains francophones : l'influence de l'est sur la littérature française.
- 21.55 **Poésie sur parole**. Nikolai Katchev (tradit.).
- 22.40 **Musique** : Nocturnes. A travers chants. 4. L'ensemble La Colombina. Œuvres de Brito, Morales, Victoria, Llanas, Cardoso, Jencquin.
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : Coda. Le Théâtre du Splendid et ses couples (4), (tradit.).

## FRANCE-MUSIQUE

- 19.08 **Soirée concert**. La soirée de Marc André. A 21.00, Concert (diffusé le 2 avril à la suite d'Orchestre) : Quintet à cordes en ré majeur op. 64 n° 5, de Haydn, par le Quatuor Paris ; Images pour piano, 1<sup>re</sup> livre, de Debussy, par Ziad Moukoko ; piano ; La Cathédrale engloutie, de Debussy ; Fandango, de Liszt, par Francis Bréley ; piano ; Ma mère l'Oye pour piano à quatre mains, de Ravel ; Danse espagnole pour piano à quatre mains, de Moszkowski ; par Francis Bréley et Ziad Moukoko ; Quintet pour piano et cordes op. 44 n° 1, de Schumann, par le Quatuor Paris et Ziad Moukoko.
- 0.05 **Bleu nuit**. Carmen McRae, Betty Gooden, Charlie Parker, Dizzy Gillespie, Bud Powell.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal Officiel du 12 août 1992

**DES DECRETS**

- N° 92-781 du 7 août 1992 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection sénatoriale.
- Du 6 août 1992 portant modification des statuts de la Société anonyme de gestion des stocks de sécurité.
- N° 92-784 du 7 août 1992 relatif aux centres de formation ou d'éducation familiale.
- N° 92-785 du 7 août 1992 relatif à la protection maternelle et infantile.

**UN ARRETE**

- Du 10 août 1992 portant répartition du temps de parole pour la campagne en vue du référendum.

هك من النحل



Le premier séjour aux Etats-Unis d'un secrétaire général du PCF

## M. Georges Marchais découvre le Nouveau Monde

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, qui séjourne pour la première fois aux Etats-Unis, a rencontré à New-York, mardi 11 août, M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU. Il a réaffirmé, à cette occasion, son hostilité à toute intervention militaire dans l'ex-Yougoslavie.

NEW-YORK

de notre correspondant

Tout en haut de l'Empire State Building, le célèbre gratte-ciel de Manhattan, les touristes français ne reviennent pas. « 7<sup>as</sup> », c'est Georges Marchais ! Mais qu'est-ce qu'il fait là ? Indifférent à cette curiosité amusée, le secrétaire général du Parti communiste français, qui est allé auparavant saluer la statue de la Liberté, contemple à présent New-York, levée à ses pieds, pour admettre finalement que « le gigantisme, ici, c'est une réalité ». Mais il ne sera pas dit que le plus haut dignitaire du parti aura déserté pendant quinze jours la place du Colonel-Fabien uniquement pour faire du tourisme en Amérique.

Son périple qui, jusqu'au 23 août, doit le conduire à la tête d'une petite délégation du PCF, successivement à Washington, Cleveland (l'un des berceaux de la sidérurgie), San-Francisco, Los Angeles et enfin Atlanta (l'une des principales villes noires des Etats-Unis) - outre une escapade à Toronto, au Canada, pour palier avec les Indiens de la réserve des Six Nations, - a un caractère politique marqué. Il doit lui permettre de rencontrer des « gens de gauche » et des représentants de minorités ethniques. Pour « s'informer, écouter, dialoguer ».

Fort de ce triple engagement,

M. Marchais, qui a bénéficié de la suppression des visas touristiques (et de l'obligation de répondre à la question : « Appartenez-vous au Parti communiste ? ») mais aussi de l'assouplissement de la position du département d'Etat depuis l'effondrement du communisme à l'Est, a réservé, le 10 août, sa première poignée de mains à M. Gus Hall, son homologue du Parti communiste américain. A quatre-vingt-deux ans, cet ancien ouvrier métallurgiste, qui a pesé cinq années dans un pénitencier fédéral pour avoir prôné le renversement, par la violence, de l'administration en place à Washington, ne règne plus que sur des « camarades » de moins en moins nombreux, évalués à vingt mille par l'organisation, dont le siège est à New-York, mais à peine à cinq mille par le FBI.

## L'adieu au « centralisme démocratique »

Candidat à quatre reprises à la présidence des Etats-Unis sans espoir de recueillir plus de quelques milliers de voix à chaque consultation, M. Hall, qui reste le dernier « dinosaure » de la famille communiste dans le monde en conservant la haute main sur son parti depuis cinquante ans, a rappelé, devant son interlocuteur, « la difficulté qu'éprouvent les partis minoritaires à participer à une campagne électorale » aux Etats-Unis, estimant par ailleurs que la défaite de M. George Bush aux élections de novembre prochain faisait désormais partie du « domaine du possible ».

Le lendemain, M. Marchais s'est longuement entretenu avec M. Ramsay Clark, ex-avocat général (ministre de la justice) de l'ancien président, Jimmy Carter, devenu un avocat pacifiste engagé en faveur de la levée de l'embargo américain appliqué depuis trente

ans à Cuba et, plus récemment, contre la guerre du Golfe déclenchée par l'administration Bush, sous couvert des Nations unies. Mais c'est à quelques étudiants de l'université Columbia et à leurs professeurs spécialisés dans l'étude de la politique en France que le secrétaire général du PCF a réservé ses propos les plus surprenants.

A l'occasion d'une autocritique nuancée à propos des erreurs commises par le Parti communiste français au cours des dernières années, M. Marchais a affirmé qu'il n'était « pour attaché inconditionnellement à la notion de centralisme démocratique qui figure dans les statuts du parti », estimant qu'au cours des prochaines années ce qui constitue l'un des piliers de la pensée communiste devrait disparaître lorsqu'il « faudra modifier cette façon de voir les choses ».

Pour le reste, le dogme reste intact. « L'échec de l'URSS et des pays de l'Est ne signifie pas l'échec du socialisme », a-t-il soutenu. Ces pays n'ont pas souffert de trop de socialisme. Ils ont été victimes de l'absence de réel socialisme, celui qui implique la participation du peuple à la vie de la société ».

M. Marchais, qui sera désormais, à près de soixante-douze

ans, le premier secrétaire général du PCF à s'être rendu aux Etats-Unis (« J'y pensais depuis une bonne dizaine d'années », assure-t-il aujourd'hui), a achevé son périple new-yorkais, mardi 11 août, par une entrée de quarante minutes avec un autre secrétaire général, celui des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali. A cette occasion, le député du Val-de-Marne a estimé qu'il fallait « renforcer les moyens de l'ONU, notamment financiers, et accroître le rôle de l'Assemblée générale et du secrétaire général lui-même ».

Rappelant que la gravité de la situation dans l'ex-Yougoslavie ne doit pas faire oublier les drames « ailleurs » (en Somalie, en Afghanistan...), il a insisté sur « la nécessité de rechercher une solution politique au problème posé » par l'attitude des Serbes à l'égard de la Bosnie-Herzégovine. Au moment même où le Conseil de sécurité achevait ses consultations pour adopter prochainement une résolution autorisant implicitement l'usage de la force pour permettre l'acheminement des secours humanitaires dans cette région. Une éventualité que réfute catégoriquement le numéro un du Parti communiste : « Les moyens militaires, non ! L'ONU, ça suffit ! ».

SERGE MARTI

La campagne officielle pour le référendum du 20 septembre

## Un arrêté fixe la répartition des temps de parole pour les groupes parlementaires

Le Journal officiel du mercredi 12 août publie un arrêté du premier ministre fixant les temps de parole pour les groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat, dans le cadre de la campagne officielle pour le référendum du 20 septembre portant ratification du traité de Maastricht. La répartition, établie à la proportionnelle en fonction des effectifs de chaque groupe, affecte au total 47 minutes aux socialistes, 30 au RPR, 22 à l'UDF, 15 aux centristes et 6 aux communistes. Le calcul détaillé est présenté dans le Journal officiel de la façon suivante :

Assemblée nationale (551 députés, 77 minutes) : groupe socialiste, 27 minutes ; députés, 38 minutes ; groupe du Rassemblement pour la République, 126 députés, 17 minutes ; groupe Union pour la démocratie française, 88 députés, 12 minutes ; groupe de l'Union du centre, 40 députés, 6 minutes ; groupe communiste, 26 députés, 4 minutes.

Sénat (314 sénateurs, 43 minutes) : groupe socialiste, 66 sénateurs, 9 minutes ; groupe du Rassemblement pour la République, 91 sénateurs, 13 minutes ; groupe du Rassemblement démocratique et européen (UDF), 23 sénateurs, 3 minutes ; groupe de l'Union des républicains et des indépendants (UDF), 51 sénateurs, 7 minutes ; groupe de l'Union centriste, 67 sénateurs, 9 minutes ; groupe communiste, 16 sénateurs, 2 minutes.

L'arrêté publié ne concerne pas les formations non représentées au Parlement, notamment le Front national, les Verts et Génération Ecologie qui, en vertu du décret du 6 août bénéficieraient aussi d'un temps de parole.

D'autre part, le Mouvement chassé, pêche, nature, traditions (CPNT), qui prône le « non », vient de déposer une demande d'habilitation auprès du ministère de l'Intérieur afin de s'exprimer à l'occasion du référendum du 20 septembre. Le président de CPNT, M. André Goussier, précise dans un communiqué qu'aux élections régionales du 22 mars son mouvement, présent dans trente-six départements, a recueilli en moyenne, là où il présentait des candidats, 5,97 % des voix et « nous 3 % nous voulons bien le faire croire les statistiques officielles calculées à partir des suffrages ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
DES LIVRES

Le financement occulte du PS

## M. Marcel Dominici dépose une plainte visant M. Henri Emmanuelli

M. Marcel Dominici, président du Comité d'action économique et sociale interprofessionnel pour les chômeurs de la Charente (CAESICC), a déposé, jeudi 6 août, auprès du procureur de la République du tribunal de grande instance de Mont-de-Marsan (Landes), une plainte pour « recel d'abus de biens sociaux » contre M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale.

M. Dominici est déjà à l'origine du dépôt de plusieurs plaintes concernant M. Jean-Michel Boucheron, député (non inscrit) de la Charente et ancien maire socialiste d'Angoulême, inculpé d'ingérence, corruption, complicité de faux en écritures de commerce et usage et recel d'abus de biens sociaux, dans différentes affaires politico-financières instruites à Paris et à Bordeaux.

Un extrait

des « cahiers Delcroix »

L'action engagée contre M. Emmanuelli, en qualité de président du conseil général des Landes et d'ancien trésorier du PS, se fonde sur un extrait des fameux « cahiers Delcroix », du nom de cet ancien employé de la société Urbaco qui était scrupuleusement ses démarches pour réunir des fonds occultes destinés au financement du PS et les noms des personnes contactées.

Dans cet extrait, M. Joseph Delcroix cite le nom de M. Emmanuelli aux côtés de celui de M. Michel Gabaude, dirigeant de plusieurs bureaux d'études du Sud-Ouest qui agissaient pour le compte d'élus socialistes, dont M. Boucheron. M. Gabaude fait lui-même l'objet de plusieurs incul-

pations, dont la dernière pour « abus de biens sociaux, faux et usage de faux », lui a été notifiée, le 13 juin, par M. Pierre-Louis Pugniet, juge d'instruction à Angoulême.

Dans un communiqué diffusé mardi 11 août, M. Emmanuelli a contesté le « bien-fondé de cette plainte » en précisant qu'il se réservait le droit d'engager une « action en dénonciation calomnieuse ». « Cette mise en accusation, pour dérisoire et opportuniste qu'elle soit, contribue à alimenter une fois encore une campagne politico-judiciaire », a ajouté le président de l'Assemblée nationale.

## Mort de l'écrivain japonais Kenji Nakagami

TOKYO

de notre correspondant

L'écrivain Kenji Nakagami est mort, mercredi 12 août à Tokyo, d'un cancer. Il était âgé de quarante-cinq ans.

Né dans une famille appartenant à une communauté traditionnelle discriminée (burakumin), manœuvre au début de sa vie, Kenji Nakagami s'était imposé depuis une vingtaine d'années comme un des grands auteurs de la nouvelle génération littéraire japonaise. Ce fut le premier écrivain né après la guerre à recevoir le prix Akutagawa en 1975. Plusieurs de ses romans ont été traduits en français, dont *Mille Ans de plaisir* et *La Mer aux arbres morts* (éditions Fayard).

Ph. P.

Avant le second tour de l'élection présidentielle

## Le tabou du pétrole au Congo

Pendant la période de transition qui doit s'achever avec le second tour de l'élection présidentielle, le 16 août, l'industrie pétrolière est restée dans le domaine réservé du pouvoir. Largement dominée par ELF, cette industrie est la « poule aux œufs d'or » d'un Etat dont la dette, par tête d'habitant, est l'une des plus élevées au monde.

POINTE-NOIRE

de notre envoyé spécial

Les quelque 8 millions de tonnes de pétrole produites chaque année au Congo représentent plus de 60 % des recettes budgétaires, et près de 90 % des recettes à l'exportation du pays. Mais c'est là, curieusement, à peu près tout ce que l'on sait aujourd'hui. « Jusqu'à la Conférence nationale, la question du pétrole est restée la chasse gardée du président Sassou-Nguesso ; même ses premiers ministres n'étaient pas informés », explique un haut fonctionnaire de Brazzaville.

« La Conférence nationale a donc demandé un audit pour voir plus clair, poursuit-il. On aurait aimé savoir, par exemple, quel est le réel état de l'exploitation du pétrole congolais, afin de pouvoir comparer avec le Gabon, l'Angola, ou le Cameroun. » La chose, apparemment, n'a pas été possible, ELF « refusant de soumettre, pour des raisons juridiques, ses livres de comptabilité analytique ». Le dossier du pétrole, sujet tabou sous l'ancien régime, est donc resté pendant toute la période de transition qui s'achèvera officiellement au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, prévu le 16 août.

La décision d'hypothéquer les recettes pétrolières (prise dès le milieu des années 80 pour combler les « trous » provoqués par la mauvaise gestion du pays) autant que par l'effondrement des cours sur le marché mondial) aurait-elle été reconduite en catimini par les responsables politiques de la période de transition ?

Les candidats à la présidence sont restés étrangement muets sur cette question. Seuls deux ou trois d'entre eux ont prononcé le mot pétrole. Aucun n'a nommé ELF.

On les comprend un peu : les « avances de trésorerie » consenties par les pétroliers ont servi, semble-t-il, à assurer - très irrégulièrement - les salaires d'une fonction publique traditionnelle pléthorique (65 000 agents de l'Etat pour 2,5 millions d'habitants), sur le sort de laquelle les divers candidats à la magistrature suprême ne se sont pas non plus épanchés. Parmi les divers « arrangements de coulissons » que l'on prête aux « barons de la transition », figure l'accord donné à ELF, en juin, pour exploiter le nouveau gisement pétrolier de Nkossa. S'agit-il d'un feu vert tacite ou d'un engagement formel ? Personne n'est pressé de répondre.

## Un gisement prometteur

« Contrairement au gisement de Yombo, dont trois associés - Hydro Congo (1), la firme américaine Amoco, et la firme koweïtienne Kufpec - se répartissent l'exploitation selon le système dit du « partage de la production », le gisement de Nkossa a été négocié selon l'ancien système des concessions », assure-t-on de source informée. « 15 % de la production devrait revenir à Hydro Congo, ELF et Agip se partageant les 85 % restants, à hauteur de deux tiers pour ELF et d'un tiers pour Agip », précise-t-on de même source.

Considéré comme un gisement particulièrement prometteur, Nkossa pourrait-il faire demain l'objet de nouvelles tractations ? Certains jurent que oui. Et tout le monde s'accorde pour estimer la lutte inégale. « ELF et le Congo, c'est le pot de fer contre le pot de terre ! ».

Incapable de rembourser sa dette - estimée fin 1990 à 1 005 milliards de francs CFA (20,1 milliards de francs français), soit l'une des « ardoises » les plus élevées au monde par tête d'habitant, - le Congo sem-

ble à ce jour totalement impuissant à redresser le berne de son économie. La France, qui reste le seul bailleur de fonds, a accordé, au titre de son programme de coopération, une aide de 170 millions de francs français en 1992 (contre 233 millions de francs français en 1990 et 547 millions de francs en 1989). La « dégringolade » est d'autant plus patente que la Caisse centrale de coopération économique « elle, arrêtée tous ses déboursés depuis 1991, date à laquelle la Banque mondiale avait officiellement déclaré le Congo « non performant ».

« Personne n'ose le dire tout haut, mais tout le monde le sait bien : aujourd'hui, le seul patron du Congo, c'est ELF ! » lit-on un employé de Pointe-Noire. En suivant une « logique boutiquière », la France s'est-elle faillie à ce que d'aucuns considèrent encore au Congo comme son « devoir historique » ? Les pétroliers français paraissent ne pas s'en plaindre. La classe politique congolaise non plus.

CATHERINE SIMON

(1) Société nationale créée en 1973, chargée notamment de distribuer et de commercialiser les produits pétroliers sur le territoire congolais.

Le favori de l'élection présidentielle a choisi un second avec l'ancien parti unique. - Selon une source informée, l'Union pan-africaine pour la démocratie sociale (UPADS), de M. Pascal Lissouba, et le Parti congolais du travail (PCT, ex-parti unique), ont conclu, mardi 11 août, un accord. Le PCT se serait engagé à soutenir M. Lissouba au second tour de l'élection présidentielle, dimanche prochain. M. Lissouba est arrivé en tête au premier tour, avec 36 % des suffrages, suivi du président du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDI), M. Bernard Kolelas (20 %), et du président sortant, candidat du PCT, le général Denis Sassou Nguesso (17 %) (Le Monde du 11 août). - (AFP).

## SOMMAIRE

## LES FINS D'EMPIRES

21. - Bolivar, le « libertador » impuissant..... 2

## ÉTRANGER

Les réactions internationales avant le vote des résolutions des Nations unies sur la Bosnie-Herzégovine..... 3  
Russie : M. Eltsine augmente les salaires des juges du Tribunal constitutionnel..... 3  
A l'exception des communistes, les partis politiques français jugent insuffisante une action humanitaire en Bosnie-Herzégovine..... 4  
Les Brésiliens s'attendent au déclenchement de la procédure de destitution du président Collor..... 5  
Les relations du président Bush et de son ancienne secrétaire..... 5  
Bagdad a été sommé au Conseil de sécurité de cesser la répression contre les chiites..... 5  
Maroc : pour préparer les élections, le roi Hassan II a formé un gouvernement de technocrates..... 7

## SOCIÉTÉ

Environnement : les pays méditerranéens s'interrogent sur le « développement durable » de la région..... 8  
Deux organisations de magistrats se félicitent du « rappel à l'ordre » de M. Drai au monde politique..... 8  
Une nouvelle affaire d'importation de matériel de soins usagé : trois carcasses de déchets refusées..... 8  
Un commando hélicoptère vole 7 millions de francs sur l'aéroport de Bastia..... 8

## ARTS • SPECTACLES

• New-York chante et danse • La maison d'été des revues de

cinéma • La sélection des programmes de la semaine..... 9 à 11

## CULTURE

Les réves-évasions de Janacek : « De la maison des morts » dirigé par Abbado et mis en scène par Gruber. Une merveille..... 12  
La Côte d'Azur de Matisse : deux expositions pour retrouver le peintre au travail dans la lumière du Midi..... 12

## ÉCONOMIE

Après l'intervention concertée de plusieurs banques centrales, le dollar se stabilise autour de 5 F..... 13  
En rachetant les garanties foncières de débiteurs en difficulté, le gouvernement japonais se porte au secours de ses banques..... 13  
Le « ratio Cooke », une contrainte de plus en plus mal supportée..... 13  
Les AGF prennent 15 % de l'immobilier Phénix..... 14  
En Gironde et dans l'Hérault, plusieurs vignobles d'appellation contrôlée ont été endommagés par la grêle..... 14

## Services

Abonnements..... 4  
Annonces classées..... 16  
Marchés financiers..... 14 et 15  
Météorologie..... 17  
Carnet..... 16  
Mots croisés..... 17  
Radio-télévision..... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 août 1992 a été tiré à 444 624 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

## « Le Monde des livres » : le cinéma selon Robert Desnos

Le poète surréaliste a aussi été un critique de cinéma, passionné, violent, mais perspicace et visionnaire. Jean-Michel Frodon présente ses écrits sur et pour le cinéma. Florence Noiville essaie d'expliquer le « phénomène Boileau ». Le bureau de Charles Juliet, dessiné par Nicolas Guilbert. Regards sur la littérature allemande contemporaine.

## Le groupe Hersant dans la région Rhône-Alpes

La restructuration du Progrès de Lyon sert vraisemblablement de test à un mouvement qui risque de toucher les autres journaux régionaux du groupe.